

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009 Retraité ⁽¹⁾
Ecarts d'acquisition	§ 3.3	1 342,6	1 335,0
Autres immobilisations incorporelles	§ 3.3	318,9	329,4
Immobilisations corporelles	§ 3.4	1 137,7	1 171,8
Titres mis en équivalence	§ 3.5	141,2	134,0
Investissements financiers		2,1	2,7
Autres actifs financiers	§ 3.6	17,8	15,4
Impôts différés actif	§ 3.12	15,3	15,9
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 3.11	1,9	1,3
Autres créances	§ 3.7	49,5	53,0
ACTIFS NON COURANTS		3 027,0	3 058,5
Autres actifs financiers	§ 3.6	11,7	4,3
Stocks	§ 3.8	97,4	110,2
Instruments financiers dérivés	§ 3.17	0,0	1,6
Clients et autres débiteurs	§ 3.9	712,6	601,4
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 3.11	3,7	11,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 3.10	211,5	90,9
ACTIFS COURANTS		1 036,9	820,2
TOTAL DES ACTIFS		4 063,9	3 878,7

(1) Voir paragraphe 2 « Réconciliation des comptes 2009 retraités ».

Passif

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2010	31/12/2009 Retraité ⁽¹⁾
Capital		3,4	3,4
Primes		1 001,6	996,3
Réserves consolidées		1 063,4	1 042,8
Résultat net du Groupe		173,3	24,5
Autres éléments des capitaux propres		5,7	-37,3
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE MERE		2 247,4	2 029,7
Participations ne donnant pas le contrôle		-24,7	-21,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 3.13	2 222,7	2 008,1
Provisions	§ 3.14	195,8	186,5
Impôts différés passif	§ 3.12	106,7	108,6
Dettes financières	§ 3.15	459,3	533,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 3.16	73,6	78,7
Autres créditeurs		14,3	12,5
Instruments financiers dérivés	§ 3.17	19,3	29,6
PASSIFS NON COURANTS		869,0	949,3
Provisions	§ 3.14	36,0	28,9
Dettes financières	§ 3.15	83,8	195,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 3.16	12,9	3,2
Instruments financiers dérivés	§ 3.17	0,5	0,4
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 3.18	788,0	665,4
Passifs d'impôt exigible	§ 3.11	28,9	16,9
Concours bancaires	§ 3.15	22,1	11,4
PASSIFS COURANTS		972,2	921,3
TOTAL DES PASSIFS		1 841,2	1 870,6
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		4 063,9	3 878,7

(1) Voir paragraphe 2 « Réconciliation des comptes 2009 retraités ».

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2010	2009
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		2 350,0	1 918,8
Coûts directs d'exploitation	§ 4.1	-1 432,1	-1 214,3
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 4.1	-362,5	-312,5
MARGE OPÉRATIONNELLE		555,4	392,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 4.1	-223,6	-230,9
Perte de valeur des écarts d'acquisition	§ 4.1	-0,5	0,0
Pièces détachées maintenance	§ 4.1	-39,8	-38,3
Autres produits opérationnels	§ 4.1	2,3	10,9
Autres charges opérationnelles	§ 4.1	-14,8	-10,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		279,0	122,8
Produits financiers	§ 4.2	11,9	24,1
Charges financières	§ 4.2	-46,7	-43,7
RÉSULTAT FINANCIER		-34,8	-19,6
Impôts sur les bénéfices	§ 4.3	-78,8	-38,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.5	3,9	-30,7
RÉSULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		169,3	34,5
Résultat des activités abandonnées			
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		169,3	34,5
- Dont part des minoritaires dans le résultat		-4,0	10,0
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		173,3	24,5
Résultat de base par action (en euros)		0,782	0,110
Résultat dilué par action (en euros)		0,782	0,110
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 4.4	221 489 982	221 322 760
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 4.4	221 707 844	221 389 683

AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>		2010	2009
			Retraité ⁽¹⁾
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		169,3	34,5
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		35,7	6,7
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		3,3	4,2
Titres disponibles à la vente		0,1	-1,7
Écarts de réévaluation		0,0	0,9
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence		4,2	-2,6
- Réserves de conversion des sociétés mises en équivalence		4,0	-2,2
- Titres disponibles à la vente des sociétés mises en équivalence		-0,1	-0,2
- Plus et moins-values de cession de titres d'autocontrôle des sociétés mises en équivalence		0,3	-0,2
Autres éléments du résultat global avant impôts		43,3	7,5
Impôts sur les autres éléments du résultat global ⁽³⁾		0,0	0,0
RESULTAT GLOBAL		212,6	42,0
- Dont part des minoritaires		-3,5	8,7
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		216,1	33,3

(1) Voir paragraphe 2 « Réconciliation des comptes 2009 retraités ».

(2) Les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont liés à des variations de taux de change, dont principalement 17,1 millions d'euros sur Hong Kong, 9,9 millions d'euros en Australie et 4,2 millions d'euros en Argentine. Ils comprennent également le recyclage en résultat de -1,4 million d'euros suite à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC.

(3) Aucun des autres éléments du résultat global ne présente un effet d'impôt au 31 décembre 2010 comme au 31 décembre 2009.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère

En millions d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres					Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
				Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2008	3,4	993,5	1 043,5	1,2	-47,8	0,0	0,5	-46,1	1 994,3	-24,6	1 969,7
Augmentation de capital ⁽¹⁾		1,0						0,0	1,0	6,6	7,6
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-5,6	-5,6
Paievements en actions		1,8						0,0	1,8		1,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0	-9,7	-9,7
Variations de périmètre								0,0	0,0	3,3	3,3
Résultat de l'ensemble consolidé			24,5					0,0	24,5	10,0	34,5
Autres éléments du Résultat global				-1,3	9,4	0,9	-0,2	8,8	8,8	-1,3	7,5
Résultat global	0,0	0,0	24,5	-1,3	9,4	0,9	-0,2	8,8	33,3	8,7	42,0
Autres			-0,7					0,0	-0,7	-0,3	-1,0
Capitaux propres au 31 décembre 2009 retraité ⁽³⁾	3,4	996,3	1 067,3	-0,1	-38,4	0,9	0,3	-37,3	2 029,7	-21,6	2 008,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾		3,7	-0,2					0,0	3,5	1,4	4,9
Distributions de dividendes								0,0	0,0	-5,8	-5,8
Paievements en actions		1,6						0,0	1,6		1,6
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾								0,0	0,0	3,4	3,4
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			-3,2					0,0	-3,2	0,9	-2,3
Résultat de l'ensemble consolidé			173,3					0,0	173,3	-4,0	169,3
Autres éléments du Résultat global					42,5		0,3	42,8	42,8	0,5	43,3
Résultat global	0,0	0,0	173,3	0,0	42,5	0,0	0,3	42,8	216,1	-3,5	212,6
Autres			-0,5		0,2			0,2	-0,3	0,5	0,2
Capitaux propres au 31 décembre 2010	3,4	1 001,6	1 236,7	-0,1	4,3	0,9	0,6	5,7	2 247,4	-24,7	2 222,7

(1) Augmentation de capital et des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock options et d'actions gratuites.

(2) En 2009, impact du nouvel engagement d'achat auprès de Daniel Wall et d'Emre Kamçili et de l'exercice de l'option de vente sur les titres de Wall Decaux Holdings, Inc. En 2010, impact de l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG et exercice de l'option de vente d'Emre Kamçili sur les titres d'Era Reklam AS. Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en part des minoritaires dans le résultat pour respectivement -7,8 M€ en 2010 contre -3,7 M€ en 2009. Les variations sont expliquées au paragraphe 3.16 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

(3) Voir paragraphe 2 « Réconciliation des comptes 2009 retraités ».

(4) Mouvements de périmètre suite à l'acquisition complémentaire de titres de Wall AG, à l'exercice de l'option de vente sur les titres d'Era Reklam AS et à la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Résultat net avant impôts	248,1	72,5
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-3,9	30,7
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	-0,1	-0,1
Charges liées aux paiements en actions	1,6	1,8
Dotations nettes aux amortissements et provisions	221,8	228,2
Plus et moins-values de cession	7,0	-0,8
Charges nettes d'actualisation	19,8	13,9
Intérêts financiers nets	16,3	8,1
Dérivés financiers et résultat de change	-1,6	-5,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	52,8	70,6
Variation des stocks	16,6	27,6
Variation des clients et autres créances	-63,7	96,9
Variation des fournisseurs et autres dettes	99,9	-53,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	561,8	419,2
Intérêts financiers nets payés	-16,3	-21,7
Impôt sur le résultat payé	-62,9	-53,0
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES § 5.1	482,6	344,5
Acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-164,9	-194,6
Acquisitions de titres de participation	0,3	-77,8
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-18,3	-6,2
Variations des dettes sur immobilisations incorporelles & corporelles	6,4	-3,2
Variations des dettes sur immobilisations financières	-0,8	-1,4
Total Investissements	-177,3	-283,2
Cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	20,7	18,1
Cessions de titres de participation	0,0	14,7
Cessions d'autres immobilisations financières	14,6	11,1
Variations des créances sur immobilisations incorporelles & corporelles	-17,4	0,0
Total Désinvestissements	17,9	43,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS § 5.2	-159,4	-239,3
Distribution mise en paiement	-5,8	-5,6
Réduction des capitaux propres	0,0	-0,1
Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-4,2	-
Remboursement d'emprunts à long terme	-368,2	-157,7
Remboursement de contrats de location financement	-2,6	-3,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-380,8	-166,4
Dividendes reçus	1,1	7,3
Augmentation des capitaux propres	4,9	1,8
Augmentation des emprunts à long terme	153,2	29,0
Dégagement de trésorerie (Financement)	159,2	38,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT § 5.3	-221,6	-128,3
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	8,3	-2,4
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	109,9	-25,5
Trésorerie nette d'ouverture	79,5	105,0
Trésorerie nette de clôture	189,4	79,5

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

En janvier 2010, le Groupe JCDecaux a acheté des actifs publicitaires de Titan Outdoor UK Ltd, suite à la décision de placer la société en liquidation judiciaire. Après avoir acquis Maiden Outdoor au mois de mars 2006, Titan Outdoor UK Ltd était devenu le leader de la publicité dans les secteurs de la distribution et du rail au Royaume-Uni et a été l'un des pionniers dans la mise en place de dispositifs digitaux de communication extérieure avec son système « Transvision » et ses supports numériques 2m² installés dans les centres commerciaux et les gares.

Partenariats et principales acquisitions

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 3.1 « Evolution du périmètre de consolidation en 2010 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2010, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 8 mars 2011, sont établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2010. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Ces différentes options et positions sont détaillées comme suit :

Le Groupe a appliqué les normes, amendements de normes et interprétations suivants, adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2010 :

- l'amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie » ;
- l'IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » ;
- l'IAS 27 amendée « Etats financiers consolidés et individuels » ;
- l'amendement à IAS 39 « Eléments éligibles à la couverture » ;
- l'IFRIC 12 « Accords de concession de services » ;
- l'IFRIC 15 « Contrats pour la construction de biens immobiliers » ;
- l'IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger » ;
- l'IFRIC 17 « Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires » ;
- l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » ;
- l'amendement à IFRS 1 « Exemptions additionnelles pour les premiers adoptants » ;
- les améliorations annuelles 2009 des IFRS ;
- l'amendement à IFRS 5 des améliorations annuelles 2008 des IFRS.

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2009 sont maintenus. En particulier les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur la part des minoritaires dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne ou dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2010 :

- Normes adoptées par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2010 :
 - IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées » ;
 - l'amendement à IFRS 1 « Exemption limitée de l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 par les premiers adoptants » ;
 - l'amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits » ;
 - l'amendement à IFRIC 14 « Paiements d'avance d'exigences de financement minimal » ;
 - l'IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ».
- Normes non adoptées par l'Union Européenne :
 - l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
 - l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
 - l'amendement à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants » ;
 - l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir : Transferts d'actif financiers » ;
 - les améliorations annuelles 2010 des IFRS.

Le management prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

1.2. Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1er janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- Application prospective de la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » à partir du 1er janvier 2004. Ainsi, les regroupements d'entreprises ayant une date d'effet antérieure n'ont pas été retraités.
- Dérogation aux dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » pour les montants cumulés des différences de conversion qui existent à la date de transition aux IFRS. Ainsi, le montant cumulé des différences de conversion pour toutes les activités à l'étranger a été remis à zéro au 1er janvier 2004. Les profits et les pertes réalisés lors de la cession ultérieure d'activités à l'étranger excluent de ce fait les différences de conversion nées avant le 1er janvier 2004 et n'incluent que les différences de conversion postérieures à cette date.
- Concernant IAS 19 « Avantages au personnel », il a été choisi de comptabiliser en capitaux propres tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. Cette option sur l'état de situation financière d'ouverture ne remet pas en cause l'utilisation de la méthode du « corridor » utilisée pour les écarts actuariels cumulés générés ultérieurement.
- Les dispositions de la norme IFRS 2 ont été appliquées aux plans de stock-options postérieurs au 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice ne sont pas encore acquis au 1er janvier 2005.
- L'option de réévaluation des immobilisations corporelles à leur juste valeur n'a pas été retenue à la date de transition.

1.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

L'intégration proportionnelle est appliquée aux sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint.

La mise en équivalence est adoptée pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées. Les transactions avec les sociétés intégrées selon la méthode de l'intégration proportionnelle sont éliminées à hauteur du pourcentage d'intégration.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés.

1.4. Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.5. Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat. Lors d'une cession partielle sans perte de contrôle, la quote-part relative à la partie cédée des différences de conversion accumulées en capitaux propres est recyclée dans le compte de résultat.

1.6. Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition » et dans le paragraphe 1.23 « Provision pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 3.3 « Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles » pour la valorisation des écarts d'acquisition, actifs corporels et autres actifs incorporels, au paragraphe 4.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence » pour la valorisation des titres mis en équivalence et au paragraphe 3.14 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour avantages au personnel et provisions pour démontage.

1.7. Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.8. Immobilisations incorporelles

1.8.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- l'existence d'un marché ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004 incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Compte tenu du taux de succès de JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres de mobilier urbain, le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.8.2. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport et sont amorties sur la durée des contrats.

Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 5 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.9. Regroupement d'entreprises

La norme IFRS 3 révisée requiert l'application de la « méthode de l'acquisition » aux regroupements d'entreprises, qui consiste à évaluer à leur juste valeur les actifs, les passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise.

L'écart d'acquisition (« Goodwill ») représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), moins le montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Les éventuels écarts d'acquisition négatifs sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à constater une provision.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés directement en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue en cas de prise de contrôle. Dans le cas d'une acquisition complémentaire permettant d'obtenir le contrôle conjoint d'une société précédemment sous influence notable, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue est comptabilisé en capitaux propres.

Par ailleurs, en application de la norme IAS 27 révisée, les rachats de minoritaires dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts à des minoritaires sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables à la société-mère de la différence entre le coût d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Lorsque des circonstances particulières le justifient (modifications profondes et structurelles des conditions techniques, réglementaires ou de marché, rentabilité insuffisante, etc.), une dépréciation des écarts d'acquisition est constatée, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition ». Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les flux de trésorerie provenant des prises de participation complémentaire dans une filiale contrôlée ainsi que les flux de trésorerie provenant des variations de part d'intérêt dans une filiale contrôlée qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle, sont présentés dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) sont amortis linéairement sur la durée de vie moyenne des contrats comprise entre 8 et 20 ans.

Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

DURÉES D'AMORTISSEMENT

Immobilisations corporelles :

▪ Bâtiments et constructions	10 à 50 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux)	5 à 10 ans
▪ Mobiliers urbains et panneaux	2 à 20 ans

Autres immobilisations corporelles :

▪ Agencements divers, aménagements	5 à 10 ans
▪ Matériel de transport	3 à 10 ans
▪ Matériel informatique	3 à 5 ans
▪ Mobilier	5 à 10 ans

1.11. Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération stratégique de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à la filiale ;
 - Pour les écarts d'acquisition, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé pour chaque secteur opérationnel (Mobilier Urbain, Affichage et Transport) en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués généralement au croisement du secteur opérationnel et de la zone géographique, niveau auquel se situent les synergies commerciales, voire au-delà si la synergie se justifie.
- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 7,1 % à 19,1 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 7,1 %,

en 2010 comme en 2009, est utilisé notamment en Europe Occidentale, Amérique du Nord, Japon et Australie, où le Groupe exerce près de 80 % de son activité.

▪ Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées selon deux méthodes :

- Un premier niveau de test pour identifier les entités dont les actifs seraient susceptibles de faire l'objet d'une perte de valeur. Cette approche se fonde sur une projection de la marge opérationnelle 2010 sur une durée et selon des modalités propres à chaque secteur d'activité. Ainsi, pour les entités Mobilier Urbain et Transport, la durée résiduelle des contrats est utilisée avec prise en compte d'un taux de croissance moyen de 3 % en ligne avec les taux de croissance interne historiques, et du taux d'actualisation explicité ci-dessus. Pour l'activité Affichage, une durée de 15 années est retenue ;
- Sur la base du business plan, lorsque les actifs des entités n'ont pas passé le premier niveau de test explicité ci-dessus, ou que le Groupe estime que la projection de la marge opérationnelle ne reflète pas les flux de trésorerie futurs attendus. Dans ce cas également, les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :
 - dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 24 ans pour la durée la plus longue ;
 - pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance compris entre 2 % et 3 % par an.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.12. Titres mis en équivalence

L'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de charge d'amortissement née de la dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne "Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence".

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul des valeurs d'utilité basées sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles au paragraphe 1.11 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition ».

1.13. Investissements financiers (Actifs disponibles à la vente)

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entités non consolidées.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, représentée généralement par leur prix d'acquisition majorée des coûts de transaction. Par la suite, ils sont évalués en l'absence de marché actif à la valeur d'usage ou d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement.

Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsque le titre est cédé, les gains et pertes accumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultat. Lorsqu'une perte de valeur définitive intervient, le montant des gains accumulés est soldé en totalité ou à due concurrence de la perte. La perte nette est enregistrée en résultat si la perte totale est supérieure au total des gains accumulés.

1.14. Autres actifs financiers

Cette rubrique comprend notamment les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant accordées à des entités mises en équivalence ou non consolidées ainsi que la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle et les dépôts et cautionnements.

Au moment de la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction (catégorie IAS 39 Prêts et créances).

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti.

Une perte de valeur est enregistrée par contrepartie du compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.15. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur coût et portées en diminution des capitaux propres. Les résultats de cessions sont également enregistrés en capitaux propres et ne contribuent pas à la formation du résultat de l'exercice.

1.16. Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage ou partiellement montés.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.17. Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti. Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable.

1.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

1.19. Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.20. Instruments financiers dérivés

Un dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur du contrat (taux d'intérêt ou taux de change notamment),
- un investissement net initial nul ou faible,
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. Aujourd'hui, le Groupe se limite à deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine dues à l'évolution des conditions de marché. On intègre dans cette catégorie, par exemple, les swaps receveurs de taux fixe et payeurs de taux variable utilisés pour transformer une dette à taux fixe en dette à taux variable. D'un point de vue comptable, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat - mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;

- la couverture de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. On classe dans cette catégorie, par exemple, les swaps payeurs de taux fixe et receveurs de taux variable utilisés pour figer le coût d'un emprunt à taux variable. D'un point de vue comptable, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat.

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. A ce moment, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par le classement comptable du sous-jacent auquel ils sont rattachés.

1.21. Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes annuels 2009 sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle au passif de l'état de situation financière. Les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées sur la part des minoritaires dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.22. Provision pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés séparément et indépendamment de ceux du Groupe, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, les écarts actuariels représentant plus de 10 % du montant des engagements ou de la valeur de marché des placements sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de présence des salariés au sein du Groupe. Le coût des services passés est amorti, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

1.23. Provision pour démantement

Les coûts destinés au démantement des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démantement existe. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démantement estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démantement est comptabilisé à l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge d'actualisation est comptabilisée en charge financière.

1.24. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu et actions gratuites

1.24.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés en actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

Le Groupe a décidé d'appliquer la norme IFRS 2 à tous les plans de stock-options accordés le, ou postérieurement au, 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits d'exercice de ces options n'étaient pas complètement acquis au 1er janvier 2005.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 4.1 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le droit d'exercice des options s'acquiert par tiers successifs sur une période de trois ans (« graded vesting »). D'autre part, tous les plans sont exclusivement dénoués en actions.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulee de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du Management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options n'est soumis à aucune condition particulière de performance mais est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.24.2. Actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant. Cette juste valeur de l'action gratuite est déterminée selon le cours à la date d'attribution diminué des dividendes futurs actualisés.

L'attribution de la totalité des actions gratuites s'effectue après une présence continue au sein du Groupe définie en fonction des plans.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'attribution des actions gratuites. Le délai d'acquisition court à compter de la décision du Directoire attribuant les actions gratuites.

1.25. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation. Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est le lancement de la campagne publicitaire dont la durée est comprise entre 1 semaine et 6 ans.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe assume les risques et avantages liés à l'activité, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

1.26. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs, à l'exclusion des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, de la perte de valeur des stocks, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des écarts d'acquisition et des autres charges et produits opérationnels.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.27. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des écarts d'acquisition et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de titres de sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale et de l'intégration proportionnelle, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue dans le cas d'un regroupement d'entreprise avec prise de contrôle, ainsi que les éventuels écarts d'acquisition négatifs, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.28. Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location financement, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture.

Des impôts différés actif sur déficits reportables sont reconnus lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

La loi de finance pour 2010 a remplacé la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions : la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Suite à ce changement et conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la CVAE comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

1.29. Location financement et location simple

Les contrats de location financement, qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés à l'actif de l'état de situation financière au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont qualifiés de contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

1.30. Résultat par action

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté de l'impact des actions propres. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de l'émission et du rachat d'actions et de la levée des stock-options.

2. RECONCILIATION DES COMPTES 2009 RETRAITES

Les comptes consolidés 2009 ont été retraités de la finalisation dans le délai d'affectation de 12 mois de l'évaluation de l'écart d'acquisition identifié lors de l'acquisition de Wall AG fin décembre 2009.

L'impact sur les capitaux propres au 31 décembre 2009 est de -1,2 million d'euros et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2009
	Impact total
Ecart d'acquisition	-1,3
Autres immobilisations incorporelles	-4,3
Immobilisations corporelles	0,6
Impôts différés actif	-3,8
Total des Actifs	-8,8
<i>Autres éléments des capitaux propres</i>	-0,8
<i>Résultat net part du Groupe</i>	0,0
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	-0,4
Total des capitaux propres	-1,2
Provisions	-0,7
Impôts différés passif	-6,9
Total des Capitaux Propres et Passifs	-8,8

La finalisation dans le délai d'affectation de 12 mois de l'évaluation de l'écart d'acquisition identifié lors de l'acquisition de Wall AG est sans impact sur le compte de résultat 2009.

3. COMMENTAIRES SUR L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE

3.1. Evolution du périmètre de consolidation en 2010

Les principales variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2010 sont les suivantes :

Acquisitions (prises de contrôle)

Le 1er janvier 2010, la société RTS Decaux JSC (Kazakhstan), antérieurement consolidée par intégration proportionnelle, est consolidée par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50 %, suite à une modification du pacte d'actionnaires.

Cette prise de contrôle a conduit à enregistrer une perte sur réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de -1,5 million d'euros au compte de résultat.

Autres entrées de périmètre

Le 18 janvier 2010, la société JCDecaux UK Ltd a acheté pour un montant de 8,7 millions d'euros des actifs publicitaires de Titan Outdoor UK Ltd dans les secteurs de la distribution et du rail, suite à la décision de placer la société en liquidation judiciaire, comprenant des créances d'une valeur nette de 5,8 millions d'euros, et des panneaux publicitaires d'une valeur nette de 2,9 millions d'euros. Cette opération a été traitée comme un regroupement d'entreprises. Suite à la revalorisation de certains actifs, elle s'est traduite par un écart d'acquisition négatif de 1,2 million d'euros enregistré au compte de résultat.

La société JCDecaux ATA Saudi LLC (Arabie Saoudite) détenue à 60 %, est consolidée pour la première fois par intégration globale depuis le 1er octobre 2010. Cette société a été créée pour gérer le contrat publicitaire des aéroports d'Arabie Saoudite.

Variations du pourcentage de détention et des méthodes de consolidation

Le 1er avril 2010, la société JCDecaux Deutschland GmbH a acquis 0,91 % de la société Wall AG pour un montant de 1,4 million d'euros, ce qui porte à 90,09 % le pourcentage de détention dans cette société intégrée globalement.

Le 6 avril 2010, la société Wall AG a acquis, du fait de la levée de l'option par le partenaire, 10 % de la société Era Reklam AS (Turquie) pour un montant de 2,2 millions d'euros, ce qui porte à 100 % le pourcentage de détention directe dans cette société intégrée globalement.

Le 12 mai 2010, la société Europoster BV a acquis une participation complémentaire de 10 % dans la société Avenir Praha Spol Sro pour un montant de 0,6 million d'euros, ce qui porte à 100 % le pourcentage de détention dans cette société intégrée globalement.

Fusions

Le 12 avril 2010, la société Wall Decaux Holdings, Inc. (Etats-Unis), antérieurement consolidée par intégration globale, a été absorbée par JCDecaux Boston Inc.

Cessions

En avril 2010, les sociétés Immobiliengesellschaft Oranienburger Tor GmbH et Ilg Aussenwerbung GmbH ont été cédées en Allemagne sans impact significatif dans les comptes.

3.2. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

En millions d'euros	31/12/2010					31/12/2009 Retraité						
	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur	Juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total Valeur Nette comptable	Juste Valeur
Investissements financiers		2,1			2,1	2,1		2,7			2,7	2,7
Instruments financiers dérivés (actif) ⁽²⁾							1,6				1,6	1,6
Autres actifs financiers			29,5		29,5	29,5		19,7			19,7	19,7
Clients et créances diverses (non courant) ⁽⁴⁾			7,4		7,4	7,4		7,6			7,6	7,6
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant) ⁽⁴⁾			618,4		618,4	618,4		516,0			516,0	516,0
Trésorerie			60,1		60,1	60,1		89,5			89,5	89,5
Équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	94,2		57,2		151,4	151,4	1,4				1,4	1,4
Total des actifs financiers	94,2	2,1	772,6	0,0	868,9	868,9	3,0	2,7	632,8	0,0	638,5	638,5
Dettes financières				-543,1	-543,1	-540,0				-728,5	-728,5	-725,3
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	-86,5				-86,5	-86,5	-81,9				-81,9	-81,9
Instruments financiers dérivés (passif) ⁽²⁾	-19,8				-19,8	-19,8	-30,0				-30,0	-30,0
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant) ⁽⁴⁾				-528,0	-528,0	-528,0				-437,0	-437,0	-437,0
Autres créanciers (non courant) ⁽⁴⁾				-12,0	-12,0	-12,0				-12,5	-12,5	-12,5
Concours bancaires				-22,1	-22,1	-22,1				-11,4	-11,4	-11,4
Total des passifs financiers	-106,3	0,0	0,0	-1 105,2	-1 211,5	-1 208,4	-111,9	0,0	0,0	-1 189,4	-1 301,3	-1 298,1

(1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à un marché actif.

(2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables.

(3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

(4) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avances et les charges constatées d'avances, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

3.3. Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2009 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2009	1 240,8	20,6	378,9	60,0	1 700,3
Acquisitions / Augmentations	126,0	1,9	6,0	3,7	137,6
Sorties			-7,5		-7,5
Variations de périmètre			104,5	0,3	104,8
Conversion	-1,8	0,1	-3,3	-0,9	-5,9
Reclassements ⁽²⁾			1,0	-17,9	-16,9
Valeur brute au 31 décembre 2009 Retraité	1 365,0	22,6	479,6	45,2	1 912,4
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2009	-30,0	-7,1	-178,5	-16,1	-231,7
Dotations		-2,0	-25,0	-0,8	-27,8
Perte de valeur			-3,2	0,1	-3,1
Sorties			7,5		7,5
Variations de périmètre			-10,1	-0,2	-10,3
Conversion		-0,1	1,6	-0,1	1,4
Reclassements ⁽²⁾			16,1	-0,1	16,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2009 Retraité	-30,0	-9,2	-191,6	-17,2	-248,0
Valeur nette au 1er janvier 2009	1 210,8	13,5	200,4	43,9	1 468,6
Valeur nette au 31 décembre 2009 Retraité	1 335,0	13,4	288,0	28,0	1 664,4

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2010 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP (1)	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2010	1 365,0	22,6	479,6	45,2	1 912,4
Acquisitions / Augmentations	2,3	3,4	21,4	4,0	31,1
Sorties	-2,8		-20,7	-1,5	-25,0
Variations de périmètre			2,5		2,5
Conversion	8,6	0,1	21,3	2,9	32,9
Reclassements ⁽²⁾		0,2	17,4	-16,7	0,9
Valeur brute au 31 décembre 2010	1 373,1	26,3	521,5	33,9	1 954,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2010	-30,0	-9,2	-191,6	-17,2	-248,0
Dotations		-2,2	-39,2	-1,3	-42,7
Perte de valeur	-0,5		-4,8		-5,3
Sorties			10,3	1,3	11,6
Variations de périmètre			-1,0		-1,0
Conversion		-0,2	-7,5	-0,1	-7,8
Reclassements ⁽²⁾		0,1	-0,2		-0,1
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2010	-30,5	-11,5	-234,0	-17,3	-293,3
Valeur nette au 1er janvier 2010	1 335,0	13,4	288,0	28,0	1 664,4
Valeur nette au 31 décembre 2010	1 342,6	14,8	287,5	16,6	1 661,5

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

La variation des écarts d'acquisition sur 2010 est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	Ecarts d'acquisition
au 1er janvier 2010 (Retraité)	1 335,0
Impact de la prise de contrôle de RTS Decaux JSC (Kazakhstan) ⁽¹⁾	-0,5
Perte de valeur	-0,5
Variations de conversion	8,6
Total au 31 décembre 2010	1 342,6

(1) La prise de contrôle de RTS Decaux JSC a donné lieu à la sortie du goodwill de 2,8 millions d'euros suite à la réévaluation de la quote-part de 50% antérieurement détenue puis à la constatation d'un nouveau goodwill de 2,3 millions d'euros.

Les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles et incorporelles se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

	31/12/2010			31/12/2009 Retraité		
	Ecarts d'acquisition	Actifs corporels / incorporels (1)	Total	Ecarts d'acquisition	Actifs corporels / incorporels (1)	Total
<i>En millions d'euros</i>						
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	357,8	471,5	829,3	357,8	481,0	838,8
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	259,6	85,6	345,2	259,7	100,1	359,8
Aéroports Monde	159,4	27,3	186,7	159,4	27,8	187,2
Affichage Royaume-Uni	156,5	48,5	205,0	156,4	52,1	208,5
Affichage France	138,9	16,1	155,0	138,9	21,3	160,2
Autres ⁽²⁾	270,4	768,2	1 038,6	262,8	773,1	1 035,9
Total	1 342,6	1 417,2	2 759,8	1 335,0	1 455,4	2 790,4

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les écarts d'acquisition.

(1) Les actifs incorporels et corporels sont présentés nets des provisions pour contrat déficitaire d'un montant de respectivement 3,2 millions d'euros et 4,1 millions d'euros au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009, et sont également présentés nets des impôts différés passifs liés à la reconnaissance des actifs incorporels lors des acquisitions, d'un montant de respectivement 36,2 millions d'euros et 41,7 millions d'euros au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009.

(2) L'écart d'acquisition constaté dans la société Jinan en Chine a fait l'objet d'une dépréciation de 0,5 million d'euros.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2010 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une reprise de perte de valeur nette de 4,8 millions sur les immobilisations corporelles et incorporelles, une perte de valeur de -0,5 millions sur les écarts d'acquisition ainsi qu'une reprise de provision pour perte à terminaison nette de 0,6 million d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles ont un impact positif de 6,8 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Le taux d'actualisation est considéré comme l'hypothèse-clé retenue par le Groupe dans le cadre des tests de pertes de valeurs, compte tenu du poids des investissements dans l'activité.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -1,0 million d'euros sur les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles et incorporelles.

En particulier un changement raisonnablement possible du taux d'actualisation pourrait conduire à ce que la valeur comptable excède la valeur recouvrable pour une UGT : l'UGT Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni) si le taux d'actualisation augmente de 73 points de base.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -0,7 million d'euros sur les écarts d'acquisition et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Le résultat des tests de perte de valeur réalisés sur les sociétés mises en équivalence est décrit au paragraphe 4.5 « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Autres immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2010, les autres immobilisations incorporelles nettes, hors écarts d'acquisition, s'élèvent à 318,9 millions d'euros contre 329,4 millions d'euros au 31 décembre 2009.

3.4. Immobilisations corporelles

	31/12/2010		31/12/2009 Retraité	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants Nets	Montants nets
<i>En millions d'euros</i>				
Terrains	23,1	-0,8	22,3	25,9
Constructions	81,9	-56,4	25,5	27,7
Installations techniques, matériel et outillage	2 455,7	-1 466,8	988,9	999,8
Matériel de transport	127,0	-83,2	43,8	44,5
Autres	133,6	-115,2	18,4	18,6
En cours, avances et acomptes	40,5	-1,7	38,8	55,3
Total	2 861,8	-1 724,1	1 137,7	1 171,8

Variations de l'exercice 2009 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Installations tech,				Total
	Terrains	Constructions	mat. & outil.	Autres	
Valeur brute au 1er janvier 2009	19,0	67,4	2 047,1	281,3	2 414,8
- Dont location financement		4,3	5,4	10,6	20,3
- Dont coût de démontage			86,9		86,9
Acquisitions		0,8	78,2	116,1	195,1
- Dont acquisitions en location financement				1,3	1,3
- Dont coût de démontage			10,8		10,8
Sorties	-5,9	-3,0	-43,1	-15,9	-67,9
- Dont sorties en location financement				-3,0	-3,0
- Dont coût de démontage			-6,3		-6,3
Variations de périmètre	6,9	12,7	160,6	27,7	207,9
Reclassements	5,8	3,0	76,4	-99,2	-14,0
Conversion	1,1	0,2	25,2	1,8	28,3
Valeur brute au 31 décembre 2009 Retraité	26,9	81,1	2 344,4	311,8	2 764,2
Amortissements au 1er janvier 2009	-0,7	-48,2	-1 132,1	-177,2	-1 358,2
- Dont location financement		-2,5	-2,9	-6,2	-11,6
- Dont coût de démontage			-44,6		-44,6
Dotations nettes des reprises		-3,2	-154,2	-17,4	-174,8
- Dont dotations sur location financement		-0,3	-0,6	-1,9	-2,8
- Dont coût de démontage			-7,0		-7,0
Perte de valeur		2,4	-20,7	0,8	-17,5
Sorties		0,7	33,6	14,9	49,2
- Dont sorties sur location financement				2,7	2,7
- Dont coût de démontage			4,6		4,6
Variations de périmètre	-0,3	-4,4	-76,9	-13,2	-94,8
Reclassements		-0,6	19,6		19,0
Conversion		-0,1	-13,9	-1,3	-15,3
Amortissements au 31 décembre 2009 Retraité	-1,0	-53,4	-1 344,6	-193,4	-1 592,4
Valeur nette au 1er janvier 2009	18,3	19,2	915,0	104,1	1 056,6
Valeur nette au 31 décembre 2009 Retraité	25,9	27,7	999,8	118,4	1 171,8

L'impact net des reclassements est de 5,0 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Variations de l'exercice 2010 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Installations tech,				Total
	Terrains	Constructions	mat. & outil.	Autres	
Valeur brute au 1er janvier 2010	26,9	81,1	2 344,4	311,8	2 764,2
- Dont location financement		4,3	5,4	9,7	19,4
- Dont coût de démontage			100,2		100,2
Acquisitions	0,1	1,1	86,4	58,9	146,5
- Dont acquisitions en location financement				1,0	1,0
- Dont coût de démontage			9,4		9,4
Sorties	-0,1	-1,0	-66,1	-11,7	-78,9
- Dont sorties en location financement				-1,2	-1,2
- Dont coût de démontage			-11,8		-11,8
Variations de périmètre	-4,1		1,1	-0,7	-3,7
Reclassements	-0,3	0,2	36,3	-61,8	-25,6
Conversion	0,6	0,5	53,6	4,6	59,3
Valeur brute au 31 décembre 2010	23,1	81,9	2 455,7	301,1	2 861,8
Amortissements au 1er janvier 2010	-1,0	-53,4	-1 344,6	-193,4	-1 592,4
- Dont location financement		-2,8	-3,5	-5,8	-12,1
- Dont coût de démontage			-51,3		-51,3
Dotations nettes des reprises		-3,5	-173,5	-16,7	-193,7
- Dont dotations sur location financement		-0,4	-0,5	-1,4	-2,3
- Dont coût de démontage			-9,1		-9,1
Perte de valeur			9,6		9,6
Sorties		0,8	48,8	11,0	60,6
- Dont sorties sur location financement				1,1	1,1
- Dont coût de démontage			8,4		8,4
Variations de périmètre			-0,1	0,7	0,6
Reclassements	0,3		21,9	0,4	22,6
Conversion	-0,1	-0,3	-28,9	-2,1	-31,4
Amortissements au 31 décembre 2010	-0,8	-56,4	-1 466,8	-200,1	-1 724,1
Valeur nette au 1er janvier 2010	25,9	27,7	999,8	118,4	1 171,8
Valeur nette au 31 décembre 2010	22,3	25,5	988,9	101,0	1 137,7

L'impact net des reclassements est de -3,0 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2010, la valeur nette des immobilisations corporelles en location financement s'élève à 5,9 millions d'euros contre 7,3 millions d'euros au 31 décembre 2009 et se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Constructions	1,1	1,5
Panneaux	1,4	1,9
Matériel de transport	3,4	3,8
Autres immobilisations corporelles	0,0	0,1
Total	5,9	7,3

Plus de 80 % des immobilisations corporelles du Groupe sont constituées de mobilier urbain et autres structures publicitaires. Ces immobilisations représentent une gamme de produits très divers (Seniors, MUPIs®, colonnes, mâts drapeaux, abribus, sanitaires, bancs, vélos, bornes de propreté etc.) dont la valeur unitaire est comprise entre environ 200 euros et 106 000 euros. Ces actifs sont détenus en pleine propriété et le chiffre d'affaires publicitaire du Groupe correspond à la vente des espaces publicitaires présents sur certains de ces mobiliers. La valeur nette comptable des constructions s'élève à 25,5 millions d'euros. Les constructions sont composées de bâtiments administratifs et d'entrepôts principalement en Allemagne et en France pour respectivement 9,2 millions d'euros et 6,3 millions d'euros. Le Groupe est propriétaire de 96 % de ces constructions, les 4 % restant étant détenues en location financement.

3.5. Titres mis en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Allemagne		
Stadtreklame Nürnberg GmbH	9,6	9,3
Autriche		
Werbeplakat Soravia GmbH	0,8	0,7
Chine		
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,2	0,2
France		
Metrobus	10,8	9,9
Hong Kong		
Bus Focus Ltd ⁽¹⁾	0,6	0,4
Poad	3,3	1,8
Suisse		
Affichage Holding	115,9	111,7
Macao		
CNDecaux Airport Media Co. Ltd ⁽²⁾	0,0	-
Total	141,2	134,0

(1) Filiale de JCDecaux Cityscape Hong Kong Ltd.

(2) Société créée en 2007 et consolidée pour la première fois en 2010.

Les éléments financiers caractéristiques de l'état de situation financière des sociétés mises en équivalence sont les suivants (*) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010				31/12/2009 Retraité			
	% intégration	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette	% intégration	Total actif	Total Passif (hors capitaux propres)	Total Situation Nette
Allemagne								
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35%	14,7	5,5	9,2	35%	13,5	5,0	8,5
Autriche								
Werbeplakat Soravia GmbH	33%	6,4	4,8	1,6	33%	4,4	3,2	1,2
Chine								
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40%	0,7	0,4	0,3	40%	0,8	0,5	0,3
France								
Metrobus	33%	58,5	66,5	-8,0	33%	55,8	66,7	-10,9
Hong Kong								
Bus Focus Ltd ⁽¹⁾	40%	2,1	0,6	1,5	40%	1,4	0,3	1,1
Poad	49%	13,4	6,8	6,6	49%	10,1	6,5	3,6
Suisse								
Affichage Holding ⁽²⁾	30%	224,1	113,9	110,2	30%	245,2	149,1	96,1
Macao								
CNDecaux Airport Media Co. Ltd ⁽³⁾	30%	0,6	0,5	0,1	-	-	-	-

(*) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(1) Filiale de JCDecaux Cityscape Hong Kong Ltd.

(2) La valorisation à 30 % d'Affichage Holding au cours de bourse du 31 décembre 2010 s'élève à 100,8 millions d'euros.

(3) Société créée en 2007 et consolidée pour la première fois en 2010.

La variation des titres mis en équivalence est la suivante sur 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2009 Retraité	Résultat	Dividendes	Conversion	Autres	31/12/2010
Stadtreklame Nürnberg GmbH	9,3	0,9	-0,6			9,6
Werbeplakat Soravia GmbH	0,7	0,2	-0,1			0,8
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,2	0,0				0,2
Metrobus	9,9	1,0 ⁽¹⁾			-0,1	10,8
Bus Focus Ltd ⁽²⁾	0,4	0,5	-0,3			0,6
Poad	1,8	1,3		0,2		3,3
Affichage Holding	111,7	0,0 ⁽³⁾		4,0	0,2	115,9
CNDecaux Airport Media Co. Ltd ⁽⁴⁾	0,0	0,0				0,0
Total	134,0	3,9	-1,0	4,2	0,1	141,2

(1) Dont 2,2 millions d'euros de reprise de dépréciation exceptionnelle.

(2) Filiale de JCDecaux Cityscape Hong Kong Ltd.

(3) Dont 12,8 millions d'euros de reprise de dépréciation exceptionnelle.

(4) Société créée en 2007 et consolidée pour la première fois en 2010.

3.6. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Prêts	19,4	11,7
Créances rattachées à des participations	4,5	0,6
Autres immobilisations financières	5,6	7,4
Total	29,5	19,7

Les autres actifs financiers sont principalement composés d'avances en compte courant accordées à des entités mises en équivalence ou non consolidées, de la quote-part non éliminée des prêts aux sociétés en intégration proportionnelle, ainsi que de dépôts et cautionnements.

Au 31 décembre 2010, les autres actifs financiers ont augmenté de 9,8 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009. Cette variation est principalement due au prêt de 3,7 millions d'euros consenti par JCDecaux SA à Metrobus et pour 4,2 millions d'euros à la quote-part non éliminée du prêt supplémentaire accordé par JCDecaux SA à sa filiale au Japon, MCDecaux Inc., consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

L'échéance des autres actifs financiers se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
≤ 1 an	11,7	4,3
> 1 an & ≤ 5 ans	16,2	13,9
> 5 ans	1,6	1,5
Total	29,5	19,7

3.7. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
- Créances diverses	9,5	9,6
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-2,1	-2,0
- Créances fiscales	0,8	0,8
- Charges constatées d'avance	41,3	44,6
Total Autres créances (actifs non courants)	51,6	55,0
<i>Total Dépréciation des Autres créances (non courant)</i>	-2,1	-2,0
Total	49,5	53,0

3.8. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Valeur brute des stocks	122,2	132,6
Matières premières, approv. & marchandises	84,4	90,3
Produits intermédiaires et finis	37,8	42,3
Dépréciation	-24,8	-22,4
Matières premières, approv. & marchandises	-17,6	-15,8
Produits intermédiaires et finis	-7,2	-6,6
Total	97,4	110,2

Les stocks ont diminué de 12,8 millions d'euros du fait de la réalisation des programmes d'installation de mobilier urbain en 2010.

3.9. Clients et autres débiteurs

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
- Créances clients	595,6	511,0
<i>Dépréciation des créances clients</i>	-26,2	-27,8
- Créances diverses	12,6	12,0
<i>Dépréciation des créances diverses</i>	-1,3	-1,2
- Autres créances d'exploitation	13,6	15,3
<i>Dépréciation des autres créances d'exploitation</i>	-1,0	-0,9
- Créances fiscales diverses	38,6	37,1
- Créance sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	17,5	0,0
- Créances sur cession d'immobilisations financières	7,6	7,6
- Avances et acomptes versés	8,8	5,7
- Charges constatées d'avance	46,8	42,6
Total Clients et autres débiteurs	741,1	631,3
<i>Total Dépréciation des créances clients et autres débiteurs</i>	<i>-28,5</i>	<i>-29,9</i>
Total	712,6	601,4

Au 31 décembre 2010, les créances clients et autres débiteurs ont augmenté de 111,2 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009. Cette augmentation est principalement liée à la hausse du chiffre d'affaires du Groupe et à des effets de change.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 240,1 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 202,5 millions d'euros au 31 décembre 2009. Moins de 7 % des créances clients sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2010 contre moins de 6 % au 31 décembre 2009. Ces créances ne font pas l'objet de dépréciation car elles ne présentent pas de risque de recouvrement.

3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Trésorerie	60,1	89,5
Équivalents de trésorerie	151,4	1,4
Total	211,5	90,9

Au 31 décembre 2010, le Groupe dispose de 211,5 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie dont 9,5 millions d'euros placés en garanties, contre 90,9 millions d'euros de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 31 décembre 2009.

Les équivalents de trésorerie sont impactés en 2010 par un reclassement de 40,3 millions d'euros de placements court terme en Chine auparavant comptabilisés en trésorerie.

3.11. Créances d'impôts sur les sociétés et passifs d'impôt exigible

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Créances d'impôts sur les sociétés	5,6	13,1
Passifs d'impôt exigible	-28,9	-16,9
Total	-23,3	-3,8

3.12. Impôts différés nets

3.12.1. Impôts différés comptabilisés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Impôts différés actif	15,3	15,9
Impôts différés passif	-106,7	-108,6
Total	-91,4	-92,7

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Immobilisations corporelles et incorporelles	-123,1	-125,7
Reportis déficitaires	6,0	10,0
Provision pour démontage	15,5	14,2
Autres	10,2	8,8
Total	-91,4	-92,7

3.12.2. Impôts différés actif sur reportis déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2010, le montant des impôts différés actif liés à des reportis déficitaires non reconnus s'élève à 26,7 millions d'euros, contre 27,3 millions d'euros au 31 décembre 2009.

3.13. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2010, le capital s'établit à 3 378 304,92 euros divisé en 221 602 115 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2010 et au 31 décembre 2010

Nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2010	221 369 929
Emission d'actions suite à l'octroi d'actions gratuites	10 588
Emission d'actions suite aux levées d'options	221 598
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2010	221 602 115

Au 31 décembre 2010, le Groupe ne détient aucune action propre.

3.14. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Provisions pour démontage	156,3	151,2
Provisions pour retraites et avantages assimilés	36,6	32,7
Provisions pour litiges	14,8	5,8
Autres provisions	24,1	25,7
Total	231,8	215,4

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant le mobilier urbain. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols).

Les provisions pour démontage font l'objet d'une actualisation au taux de 3,90 % au 31 décembre 2010 contre 4,50 % au 31 décembre 2009. L'utilisation d'un taux de 3,65 % (variation de 25 points de base) aurait conduit à une charge financière complémentaire de l'ordre de 2,9 millions d'euros, et l'utilisation d'un taux de 3,40 % (variation de 50 points de base) aurait conduit à une charge financière additionnelle de l'ordre de 5,9 millions d'euros.

Les provisions pour litiges représentent un montant de 14,8 millions d'euros au 31 décembre 2010. Les risques provisionnés sur la ligne « Autres provisions » sont reclassés sur la ligne « Provisions pour litiges » dès lors qu'une procédure est engagée.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des collectivités publiques en France et à l'étranger) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain et/ou d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux.

La direction juridique du Groupe recense l'ensemble des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la direction du contrôle financier. Le montant des provisions constituées pour ces litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

Les autres provisions d'un montant de 24,1 millions d'euros sont constituées à hauteur de 7,3 millions d'euros de provisions pour risques liés aux relations contractuelles avec les partenaires ou les concédants qui ne font pas l'objet de procédure, à hauteur de 6,4 millions d'euros de provisions pour risques fiscaux et risques sociaux, à hauteur de 3,2 millions d'euros de provisions pour perte à terminaison principalement en Finlande et en Chine, et de provisions diverses pour 7,2 millions.

Variation des provisions

En millions d'euros	31/12/2009		Actuali- sation	Reprises		Reclas- sements	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2010
	Retraité	Dotations		Consommées	Non consommées				
	Provisions pour démontage	151,2	9,4	11,9	-9,1	-10,9	0,2	3,5	0,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés	32,7	6,3		-1,8	0,0	-0,8	0,2		36,6
Provisions pour litiges	5,8	6,2		-0,4	-4,7	7,6	0,3	0,0	14,8
Autres provisions	25,7	8,1		-2,7	-1,9	-7,4	2,3	0,0	24,1
Total	215,4	30,0	11,9	-14,0	-17,5	-0,4	6,3	0,1	231,8

Le total des provisions augmente de 16,4 millions d'euros sur l'exercice. Les provisions pour démontage augmentent de 5,1 millions d'euros, les provisions pour retraites et avantages assimilés augmentent de 3,9 millions d'euros, principalement en France, les provisions pour litiges augmentent de 9 millions et les autres provisions quant à elles baissent de 1,6 million d'euros.

Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur des risques relatifs à des procédures en cours, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

En l'absence d'obligation contractuelle de démontage des panneaux de l'activité Affichage, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe. Toutefois, certaines sociétés (en France, Autriche et Royaume-Uni) exploitent des panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain et dont le coût de démontage unitaire est significatif. A ce titre, le coût global de démontage est estimé, en valeur non actualisée, au 31 décembre 2010 à 6,5 millions d'euros contre 9,0 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Par ailleurs, au 31 décembre 2010, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage se situe entre 7 et 8 ans.

Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilés.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni, l'Autriche et les Pays-Bas.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

Aux Pays-Bas, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension, dont l'engagement est en partie couvert par les cotisations versées à un fonds externe.

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 28,6 millions d'euros en 2010 (dont 0,7 million d'euros de cotisation versée au régime multi-employeur en Finlande) contre 27,9 millions d'euros en 2009.

Le Groupe participe à trois plans multi-employeur à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2009, ces trois plans étaient en surplus pour un total de 10 milliards d'euros selon les évaluations locales propres à ces engagements. La

charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées dans l'année 2010, soit 0,3 million d'euros. Sur les trois plans, seul un plan a réduit le niveau de cotisations en 2010, la politique de financement des deux autres plans prévoyant la constitution de réserve. La société n'anticipe donc pas d'augmentation des cotisations futures à moyen terme.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2010	2009 Retraité
Taux d'actualisation ⁽¹⁾		
Zone Euro	4,50 %	5,00 %
Royaume-Uni	5,40 %	5,60 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	2,55 %	2,68%
Royaume-Uni ⁽²⁾	NA	NA
Taux de revalorisation des pensions		
Zone Euro	1,94 %	1,92 %
Royaume-Uni	3,70 %	3,70 %

(1) L'indice retenu comme référence sur les zones Euro et Royaume-Uni est issu des données Bloomberg sur les titres notés AA.

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante :

▪ en 2009 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	12,4	55,1	3,9	71,4
Coût des services rendus	0,6	2,0	0,4	3,0
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Acquisitions de régimes	0,3		0,7	1,0
Ecarts actuariels ⁽¹⁾	0,5	5,4	-0,2	5,7
Prestations payées	-1,1	-3,2	-0,3	-4,6
Autres (Ecarts de change)		2,2		2,2
Dette actuarielle à la clôture	13,4	64,8	4,7	82,9
<i>dont France</i>	<i>9,2</i>	<i>22,0</i>	<i>2,2</i>	<i>33,4</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,2</i>	<i>42,8</i>	<i>2,5</i>	<i>49,5</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		31,7		31,7
Rendement attendu ⁽²⁾		1,9		1,9
Ecarts actuariels ⁽³⁾		2,8		2,8
Contributions employeur		1,9		1,9
Prestations payées		-2,5		-2,5
Autres (Ecarts de change)		1,6		1,6
Actifs à la clôture		37,4		37,4
<i>dont France</i>		<i>4,9</i>		<i>4,9</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>32,5</i>		<i>32,5</i>
Provision				
Couverture financière	13,4	27,4	4,7	45,5
Ecarts actuariels non amortis	-2,2	-7,7		-9,9
Coût des services passés non amortis	-0,8	-2,1		-2,9
Actif non comptabilisé				0,0
Provision à la clôture	10,4	17,6	4,7	32,7
<i>dont France</i>	<i>6,8</i>	<i>11,9</i>	<i>2,2</i>	<i>20,9</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>3,6</i>	<i>5,7</i>	<i>2,5</i>	<i>11,8</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,6	2,0	0,4	3,0
Intérêts sur la dette	0,7	3,3	0,2	4,2
Rendement attendu des placements		-1,9		-1,9
Amortissement des écarts actuariels		0,7	-0,2	0,5
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,2		0,3
Autres				0,0
Charge de l'exercice	1,4	4,3	0,4	6,1
<i>dont France</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>0,2</i>	<i>3,4</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>0,2</i>	<i>2,7</i>

(1) Dont 6,1 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et -0,4 million d'euros lié aux écarts d'expérience.

(2) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2008.

(3) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

▪ en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Evolution de la dette actuarielle				
Ouverture	13,4	64,8	4,7	82,9
Coût des services rendus	0,7	2,1	0,4	3,2
Intérêts sur la dette	0,7	3,5	0,2	4,4
Modifications de régimes	-0,1	-0,4		-0,5
Ecart actuariels ⁽¹⁾	1,5	0,8	0,2	2,5
Prestations payées	-0,8	-3,3	-0,4	-4,5
Autres (Ecart de change)	0,1	1,3		1,4
Dette actuarielle à la clôture	15,5	68,8	5,1	89,4
<i>dont France</i>	<i>10,6</i>	<i>25,4</i>	<i>2,5</i>	<i>38,5</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>4,9</i>	<i>43,4</i>	<i>2,6</i>	<i>50,9</i>
Evolution des actifs				
Ouverture		37,4		37,4
Rendement attendu ⁽²⁾		2,2		2,2
Ecart actuariels ⁽³⁾		2,3		2,3
Contributions employeur		2,5		2,5
Prestations payées		-3,3		-3,3
Autres (Ecart de change)		1,0		1,0
Actifs à la clôture		42,1		42,1
<i>dont France</i>		<i>5,1</i>		<i>5,1</i>
<i>dont autres pays</i>		<i>37,0</i>		<i>37,0</i>
Provision				
Couverture financière	15,5	26,7	5,1	47,3
Ecart actuariels non amortis	-3,6	-5,2		-8,8
Coût des services passés non amortis	-0,6	-1,5		-2,1
Actif non comptabilisé		0,2		0,2
Provision à la clôture	11,3	20,2	5,1	36,6
<i>dont France</i>	<i>7,5</i>	<i>13,7</i>	<i>2,5</i>	<i>23,7</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>3,8</i>	<i>6,5</i>	<i>2,6</i>	<i>12,9</i>
Charge de retraite				
Coût des services rendus	0,7	2,1	0,4	3,2
Intérêts sur la dette	0,7	3,5	0,2	4,4
Rendement attendu des placements		-2,2		-2,2
Amortissement des écarts actuariels	0,1	1,2	0,2	1,5
Amortissement du coût des services passés	0,1	0,2		0,3
Autres		0,2		0,2
Charge de l'exercice	1,6	5,0	0,8	7,4
<i>dont France</i>	<i>1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>4,0</i>
<i>dont autres pays</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,4</i>

(1) Dont 5,3 millions d'euros liés aux changements d'hypothèses et -2,8 millions d'euros lié aux écarts d'expérience.

(2) Les taux de rendement des fonds des régimes ont été déterminés dans chaque pays concerné en fonction de l'allocation des actifs observée sur chacun des fonds au 31 décembre 2009.

(3) Les écarts actuariels générés sur les actifs de couverture sont des écarts d'expérience.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2010 s'élève à 89,4 millions d'euros et est principalement située dans 4 pays : France (43 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (36 %), Pays-Bas (8 %) et Autriche (7 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuaire indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 7,4 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement.

Les variations observées ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les écarts actuariels négatifs restant à amortir au 31 décembre 2010 s'élèvent à -8,8 millions d'euros et concernent principalement les sociétés françaises.

Le coût des services passés non amortis au 31 décembre 2010 s'élève à -2,1 millions d'euros et correspond d'une part au surcoût généré par l'application de la loi Fillon en 2003 et d'autre part au profit généré par l'application de la loi Fillon 2010 sur le relèvement progressif de l'âge légal de départ en retraite (passage de 61 ans à 62 ans) du personnel non cadre. Ce montant fait l'objet d'un amortissement sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Les mouvements nets des régimes de retraite et assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009 Retraité
Au 1er janvier	32,7	29,3
Charge de l'exercice	7,4	6,1
Ecart de conversion	0,2	0,3
Cotisations versées	-2,5	-1,9
Prestations payées	-1,2	-2,1
Autres	0,0	1,0
Au 31 décembre	36,6	32,7

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	2010				2009 Retraité			
	Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾		Répartition des actifs à la clôture		Taux de rendement attendu des actifs sur l'exercice ⁽¹⁾	
	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni	En M€	En %	Zone Euro	Royaume-Uni
Actions	17,9	43%	6,5%	7,2%	15,5	41%	6,5%	6,9%
Obligations	14,9	35%	4,1%	4,7%	14,2	38%	4,1%	3,9%
Immobilier	0,6	1%	4,7%		0,3	1%	4,7%	
Autres	8,7	21%	4,8%	7,2%	7,4	20%	5,0%	6,9%
Total	42,1	100%	4,7%	6,1%	37,4	100%	4,7%	5,5%

(1) Les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture sont déterminés sur la base des performances historiques, des perspectives actuelles et à long terme des actifs composant les fonds de couvertures.

Le Groupe prévoit de verser en 2011 des cotisations aux fonds de couverture de 1,6 million d'euros.

L'information rétrospective sur les avantages postérieurs à l'emploi est la suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009 Retraité	2008	2007	2006
Dette actuarielle à la clôture	89,4	82,9	71,4	80,0	88,5
Actifs à la clôture	42,1	37,4	31,7	43,0	43,5
Couverture financière	47,3	45,5	39,7	37,0	45,0
Ecart actuariel d'expérience sur la dette actuarielle	-2,8	-0,4	0,1	1,0	2,6
<i>en % de la dette actuarielle</i>	-3,1%	-0,5%	0,1%	1,3%	2,9%
Ecart actuariel d'expérience sur l'actif	2,3	2,8	-8,2	-1,8	1,5
<i>en % de l'actif</i>	5,5%	7,5%	-25,9%	-4,2%	3,4%

3.15. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2010			31/12/2009 Retraité		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	83,8	459,3	543,1	195,1	533,4	728,5
Instruments financiers dérivés actifs				0,0	-1,6		-1,6
Instruments financiers dérivés passifs		0,5	19,3	19,8	0,4	29,6	30,0
Instruments financiers de couverture	(2)	0,5	19,3	19,8	-1,2	29,6	28,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie		211,5		211,5	90,9		90,9
Concours bancaires		-22,1		-22,1	-11,4		-11,4
Trésorerie nette	(3)	189,4	0,0	189,4	79,5	0,0	79,5
Retraitement des prêts liés aux sociétés consolidées en proportionnelle (*)	(4)	9,1	5,6	14,7	1,4	6,0	7,4
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-114,2	473,0	358,8	113,0	557,0	670,0

(*) La dette financière nette est retraitée des prêts aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle lorsque le financement est réparti entre les différents actionnaires. Depuis le 1er janvier 2010, les prêts accordés par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle sont également retraités. La dette financière nette au 31 décembre 2009 n'a pas été retraitée de ce changement de définition, l'impact de -0,7 million d'euros n'étant pas matériel.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 3.16 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

Les instruments financiers dérivés et les caractéristiques de la dette avant et après couvertures sont détaillés au paragraphe 3.17 « Instruments dérivés ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui se détermine en corrigeant la valeur comptable de la dette (dette financière brute au bilan), de l'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2010			31/12/2009 Retraité		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	(1)	83,8	459,3	543,1	195,1	533,4	728,5
Impact du coût amorti			1,8	1,8		1,3	1,3
Impact de la couverture de juste valeur			19,6	19,6		29,5	29,5
Revalorisation IAS 39	(2)	0,0	21,4	21,4	0,0	30,8	30,8
Dette financière économique	(3)=(1)+(2)	83,8	480,7	564,5	195,1	564,2	759,3

Au 31 décembre 2010, la dette financière économique se décompose de la façon suivante:

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010			31/12/2009 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires		292,3	292,3	69,4	292,3	361,7
Emprunts auprès des établissements de crédit	69,3	165,5	234,8	114,8	250,0	364,8
Emprunts et dettes financières divers	9,5	18,6	28,1	5,6	16,1	21,7
Emprunts de location financement	2,3	4,3	6,6	2,3	5,8	8,1
Intérêts courus	2,7		2,7	3,0		3,0
Dette financière économique	83,8	480,7	564,5	195,1	564,2	759,3

Au cours de l'année 2010, le Groupe a procédé au remboursement des 100 millions de dollars de la tranche A de l'emprunt obligataire arrivée à maturité en avril 2010. La ligne de crédit bancaire de 75 millions d'euros, d'échéance octobre 2011, ainsi que la majorité des dettes bancaires de Wall AG ont également été remboursées.

Une nouvelle ligne bancaire confirmée de 100 millions d'euros d'échéances 2014 et 2015 a été mise en place.

Les dettes financières principales du Groupe sont portées par JCDecaux SA, la partie tirée se décomposant ainsi au 31 décembre 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	Montant en valeur économique	Montant en valeur comptable	Montant en valeur de marché	Date d'émission	Date d'échéance
Emprunt obligataire (USPP)	292,3	272,3	268,3	avril 2003	avril 2013 et avril 2015
Ligne de crédit bancaire ⁽¹⁾	100,0	99,1	100,0	mars 2010	mars 2014 et mars 2015
Total	392,3	371,4	368,3		

(1) Le Groupe a estimé que la valeur inscrite dans les comptes pour la ligne de crédit bancaire restait proche de sa valeur de marché.

Les dettes du Groupe ne faisant pas l'objet d'une cotation sur les marchés, les valorisations indiquées reposent notamment sur des informations fournies par les banques. L'utilisation d'hypothèses ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet sur les valeurs estimées.

La ligne de crédit revolving confirmée d'échéances juin 2012 et juin 2013 de JCDecaux SA n'est pas utilisée au 31 décembre 2010. Ces sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Ils requièrent du Groupe de maintenir les ratios financiers suivants :

- Ratio de couverture d'intérêts : marge opérationnelle / frais financiers nets strictement supérieur à 3,5 ;
- Ratio d'endettement net : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

Au 31 décembre 2010, le Groupe respecte ces « covenants » avec des valeurs très éloignées des limites requises, avec des ratios respectifs de 32,8 et 0,7.

Le taux d'intérêt effectif moyen de ces dettes après prise en compte des couvertures de taux d'intérêt est de l'ordre de 1,8 % sur l'année 2010.

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA, pour un montant de 134,8 millions d'euros ;
- des dettes de location financement pour 6,6 millions d'euros détaillées dans la dernière partie du présent paragraphe ;
- des emprunts et dettes financières divers pour 28,1 millions d'euros qui comprennent essentiellement les emprunts souscrits par les filiales de JCDecaux SA non détenues à 100 % et accordés par les autres actionnaires de ces filiales ;
- des intérêts courus pour un montant de 2,7 millions d'euros.

Par ailleurs, le Groupe dispose au 31 décembre 2010 de lignes de crédits bancaires confirmées non utilisées pour 850,0 millions d'euros. Il s'agit de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA (non tirée au 31 décembre 2010).

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Échéance à moins d'un an	83,8	195,1
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	469,3	458,1
Échéance à plus de 5 ans	11,4	106,1
Total	564,5	759,3

Ventilation des dettes financières par devise

Ventilation des dettes par devise (avant swaps d'émission et swaps de change)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Euro	314,8	458,2
Dollar américain	147,9	214,5
Yuan chinois	39,5	27,1
Baht thaïlandais	18,0	15,5
Roupie indienne	13,6	8,6
Peso chilien	10,2	8,2
Yen japonais	6,3	10,6
Autres	14,2	16,6
Total	564,5	759,3

Ventilation des dettes par devise (après swaps d'émission et swaps de change)

	31/12/2010		31/12/2009 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	460,8	82%	608,5	80%
Yuan chinois	39,5	7%	27,1	4%
Shekel israélien	23,4	4%	13,9	2%
Yen japonais	22,9	4%	13,5	2%
Dollar américain	18,6	3%	36,0	5%
Baht thaïlandais	18,0	3%	15,5	2%
Livre sterling	16,0	3%	22,4	3%
Roupie indienne	13,6	3%	8,5	1%
Peso chilien	10,2	2%	8,2	1%
Dollar australien ⁽¹⁾	-17,6	-3%	-17,5	-2%
Dollar de Hong Kong ⁽¹⁾	-36,9	-7%	7,8	1%
Autres ⁽¹⁾	-4,0	-1%	15,4	1%
Total	564,5	100%	759,3	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

Ventilation des dettes par nature de taux d'origine (avant couvertures fermes et optionnelles)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
		Retraité
Taux fixe	163,3	243,8
Taux variable	401,2	515,5
Total	564,5	759,3

Ventilation des dettes par taux d'intérêt (après couvertures fermes et optionnelles)

	31/12/2010		31/12/2009 Retraité	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	21,0	4%	72,1	9%
Taux variable couvert par options	105,0	19%	125,8	17%
Taux variable	438,5	77%	561,4	74%
Total	564,5	100%	759,3	100%

Dette financière liée aux contrats de location financement

La dette financière liée aux contrats de location financement se décompose de la façon suivante :

	31/12/2010			31/12/2009 Retraité		
<i>En millions d'euros</i>	Paiements futurs minimaux	Intérêts	Principal	Paiements futurs minimaux	Intérêts	Principal
Moins d'un an	2,2	0,1	2,3	2,7	0,4	2,3
Entre 1 et 5 ans	4,2	0,1	4,3	6,0	0,3	5,7
Plus de 5 ans				0,1		0,1
Total	6,4	0,2	6,6	8,8	0,7	8,1

3.16. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 86,5 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 81,9 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Elles sont composées principalement d'un engagement d'achat, auprès de la société partenaire Progress, de sa participation dans la société Gewista Werbe GmbH, exerçable entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019, pour une valeur actualisée au passif de l'état de situation financière de 59,7 millions d'euros.

L'augmentation de 4,6 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010 correspond à :

- une charge d'actualisation nette de 7,8 millions d'euros, dont 3,3 millions d'euros liés au changement de taux d'actualisation de 4,5 % à 3,9 % sur l'ensemble des dettes existantes ;
- un effet de change de 0,2 million d'euros sur l'engagement d'achat auprès du partenaire Emre Kamçili ;
- diminuée de l'acquisition complémentaire de 0,91 % de la société Wall AG appartenant à la famille Wall pour un montant de -1,4 million d'euros ;
- et l'exercice de l'option de vente du partenaire Emre Kamçili pour sa participation restante de 10 % dans Era Reklam AS (filiale de Wall AG en Turquie) pour -2 millions d'euros ;

3.17. Instruments dérivés

Le Groupe n'utilise des produits dérivés qu'à des fins de couverture contre les risques de taux et de change. L'utilisation des instruments dérivés concerne principalement la société JCDecaux SA.

3.17.1. Instruments dérivés de couverture à l'émission des emprunts obligataires

En 2003, en émettant son emprunt obligataire (USPP) aux Etats-Unis, JCDecaux SA a levé des ressources dont une part significative (250 millions de dollars) était libellée en dollar américain et à taux fixe. Le Groupe n'ayant pas généré de besoins de financement libellés en dollar américain d'un tel montant et privilégiant une indexation variable pour ses emprunts à moyen et long terme, JCDecaux SA a procédé, concomitamment à l'émission de son emprunt obligataire, à la mise en place de swaps d'émission pour se protéger contre le risque de variation de juste valeur de la dette.

Au 31 décembre 2010, l'emprunt obligataire (USPP) se présente ainsi - avant et après couvertures - :

	Tranche B	Tranche C	Tranche D	Tranche E
Montant avant couverture	100 MUSD	100 MEUR	50 MUSD	50 MEUR
Echéance	avril 2013	avril 2013	avril 2015	avril 2015
Remboursement	In fine	In fine	In fine	In fine
Taux d'intérêt avant couverture	Taux fixe USD	Taux EURIBOR	Taux fixe USD	Taux EURIBOR
Instrument de couverture	swap de taux d'intérêt combiné à un swap de base : receveur de taux fixe / payeur de taux variable EURIBOR	NA	swap de taux d'intérêt combiné à un swap de base : receveur de taux fixe / payeur de taux variable EURIBOR	NA
Montant après couverture	94,8 MEUR	100 MEUR	47,4 MEUR	50 MEUR
Taux d'intérêt après couverture	Taux EURIBOR	Taux EURIBOR	Taux EURIBOR	Taux EURIBOR

La couverture de taux d'intérêt sur la tranche A, de même que la dette sous-jacente, est arrivée à échéance en avril 2010.

Ces swaps d'émission remplissent les conditions pour être qualifiés de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Les caractéristiques des dettes couvertes et des instruments de couverture sont identiques, la couverture est donc parfaite.

Les dettes étant valorisées à la juste valeur, les variations de valeur de la dette couverte sont compensées par des variations symétriques de valeur des instruments dérivés. Ainsi, les impacts au niveau du compte de résultat sont neutralisés.

Les valeurs de marché de ces instruments dérivés ont été déterminées par actualisation du différentiel de flux de trésorerie sur la base des taux « zéro coupon » en vigueur à la date de clôture :

<i>En millions d'euros</i>	Traitement IAS39	Valeur de marché au 31/12/10	Valeur de marché au 31/12/09
Swap de taux d'intérêt	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux d'intérêt	10,9	9,6
Swap de base	Couverture des variations de juste valeur de la dette liées aux variations de taux de change	-30,0	-38,1
Total		-19,1	-28,5

3.17.2. Autres instruments dérivés de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2010, le Groupe détient 100 millions d'euros de couvertures de taux d'intérêt sous forme de caps spread et de vente de floors d'échéance 2014 et 5 millions d'euros sous forme de cap d'échéance 2012. Ces couvertures ne sont pas exerçables au 31 décembre 2010.

Au sens de l'IAS 39, l'efficacité de ces instruments financiers par rapport aux éléments couverts n'est pas démontrée. A ce jour, le Groupe ne souhaite pas appliquer une comptabilité de couverture à ces instruments. En conséquence, seule la valeur de marché de ces instruments est enregistrée à l'actif ou au passif de l'état de situation financière, les variations de valeur sont enregistrées en compte de résultat.

Les valeurs de marché utilisées pour ce type d'instrument dérivé sont les valorisations communiquées par les banques.

Au 31 décembre 2010, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,2 million d'euros contre -1,2 million d'euros au 31 décembre 2009.

3.17.3. Instruments de taux de change (hors instruments financiers d'émission)

L'exposition du Groupe au risque de change provient de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2010, les positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Achats à terme contre euro :		
Dollar de Hong Kong	33,4	0,0
Dollar australien	17,6	18,8
Dollar de Singapour	8,6	4,8
Dirham des Emirats	5,6	1,3
Couronne suédoise	3,6	0,0
Couronne norvégienne	1,5	1,2
Yuan chinois	0,4	0,0
Dollar américain	0,0	38,0
Ventes à terme contre euro :		
Shekel israélien	23,8	14,6
Livre sterling	19,6	21,2
Dollar américain	17,2	0,0
Yen japonais	17,1	3,3
Dollar canadien	3,4	3,3
Couronne danoise	1,3	4,0
Riyal saoudien	0,8	0,0
Dollar de Hong-Kong	0,0	7,8
Couronne suédoise	0,0	2,2
Autres	0,8	0,2
Options		
Livre turque	0,0	3,7

Au 31 décembre 2010, la valeur de marché de ces instruments financiers s'élève à -0,5 million d'euros contre 1,3 million d'euros au 31 décembre 2009.

3.18. Fournisseurs et autres créditeurs (passif courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Fournisseurs	283,3	252,9
Dettes fiscales et sociales	170,9	148,9
Autres dettes d'exploitation	200,3	146,4
Dettes sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	15,5	10,0
Dettes sur acquisition d'immobilisations financières	14,2	14,2
Autres dettes	14,7	13,5
Avances et acomptes reçus	14,4	6,4
Produits constatés d'avance	74,7	73,1
Total	788,0	665,4

L'augmentation des dettes courantes de 122,6 millions d'euros au 31 décembre 2010 est principalement liée à la progression de l'activité et à des effets de change.

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

4. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Charges d'exploitation nettes

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Baux et redevances	-857,1	-716,9
Autres charges d'exploitation nettes	-456,1	-386,3
Impôts et taxes	-7,0	-14,3
Frais de personnel	-474,4	-409,3
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽¹⁾	-1 794,6	-1 526,8
Dotations aux provisions nettes des reprises	8,0	-7,9
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-231,6	-223,0
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-0,5	0,0
Pièces détachées maintenance	-39,8	-38,3
Autres produits opérationnels	2,3	10,9
Autres charges opérationnelles	-14,8	-10,9
Total	-2 071,0	-1 796,0

(1) dont -1 432,1 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -362,5 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2010 (contre respectivement -1 214,3 millions d'euros et -312,5 millions d'euros en 2009).

Baux et redevances

Ce poste comprend les baux et redevances que le Groupe paie aux propriétaires, municipalités, aéroports, sociétés de transport et centres commerciaux.

En 2010, les redevances payées en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire s'élèvent à 857,1 millions d'euros :

<i>En millions d'euros</i>	Total	Charges fixes	Charges variables
Redevances Mobilier Urbain et Transport	-713,6	-451,0	-262,6
Baux Affichage	-143,5	-113,8	-29,7
Total	-857,1	-564,8	-292,3

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. Les loyers et redevances qui fluctuent selon le nombre de mobiliers sont considérés comme des charges fixes.

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend quatre grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les frais de timbres et taxes sur affichage ;
- les charges de location simple ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe.

Les charges de location simple, d'un montant de 38,0 millions d'euros en 2010, sont des charges fixes.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 5,0 millions d'euros en 2010, contre 4,6 millions d'euros en 2009.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéficiaires. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements en actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français.

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Rémunérations et avantages divers	-375,1	-316,4
Charges sociales	-97,7	-91,1
Charges liées aux paiements en actions	-1,6	-1,8
Total	-474,4	-409,3

Les frais de personnel liés aux avantages postérieurs à l'emploi se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Retraites	-6,6	-5,7
Autres avantages à long terme	-0,8	-0,4
Total ⁽¹⁾	-7,4	-6,1

(1) Dont -4,5 millions d'euros de charges liées aux retraites et autres avantages à long terme incluse sur la ligne « dotations aux provisions nettes de reprises » en 2010, contre -2,1 millions d'euros en 2009.

Les charges de paiement en actions liées à IFRS 2 s'élèvent à 1,6 million d'euros en 2010 contre 1,8 million d'euros en 2009.

Détail des plans d'actions gratuites :

	Plan 2010		Plan 2009	
Date d'attribution	01/12/2010	01/12/2010	23/02/2009	23/02/2009
Nombre de bénéficiaires	1	1	1	1
Date d'acquisition	01/12/2012	01/12/2014	23/02/2011	23/02/2013
Nombre d'actions gratuites	27 056	19 211	21 188	29 446
Taux sans risque (en %)	1,06	1,69	1,56	2,31
Cours à la date d'attribution (en €)	19,93	19,93	9,999	9,999
Dividende /action attendu année N+1 (en €) ⁽¹⁾	0,16	0,16	0,24	0,24
Dividende /action attendu année N+2 (en €) ⁽¹⁾	0,27	0,27	0,32	0,32
Dividende /action attendu année N+3 (en €) ⁽¹⁾	-	0,31	-	0,33
Dividende /action attendu année N+4 (en €) ⁽¹⁾	-	0,48	-	0,42
Juste Valeur des actions (en €)	19,53	18,89	9,48	8,88

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg)

Il est à noter que le plan d'actions gratuites du 15 février 2008 est arrivé à échéance cette année. Une augmentation de capital pour 10 588 actions a eu lieu reprenant la totalité de ce plan.

Détail des plans de stock-options :

	Plan 2010	Plan 2009	Plan 2008	Plan 2007	Plan 2006	Plan 2005	Plan 2004
Date d'attribution	01/12/2010	23/02/2009	15/02/2008	20/02/2007	20/02/2006	04/03/2005	05/03/2004
Date de fin d'acquisition des droits	01/12/2013	23/02/2012	15/02/2011	20/02/2010	20/02/2009	04/03/2008	05/03/2007
Date d'expiration	01/12/2017	23/02/2016	15/02/2015	20/02/2014	20/02/2013	04/03/2012	05/03/2011
Nombre de bénéficiaires	2	2	167	178	4	140	120
Nombre d'options	76 039	101 270	719 182	763 892	70 758	690 365	678 711
Prix d'exercice	20,20 €	11,15 €	21,25 €	22,58 €	20,55 €	19,81 €	15,29 €

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNÉE	2010	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	2009	Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 433 433 ⁽¹⁾		19,84 €	2 494 913		19,91 €
- Options octroyées durant la période	76 039		20,20 €	101 270		11,15 €
- Options annulées durant la période	44 146		21,21 €	74 398		21,47 €
- Options exercées durant la période	221 598	20,97 €	16,01 €	89 345	12,26 €	10,78 €
- Options venues à expiration durant la période	35 277		10,78 €	0		0,00 €
dont plan du 16 janvier 2003	35 277			-		
Nombre d'options en vie en fin de période	2 208 451		20,35 €	2 432 440		19,84 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	1 843 838		20,59 €	1 695 272		19,67 €

(1) Ont été réintégrées au nombre d'options en vie en début de période le nombre de 993 options déclarées perdues en 2009. Le bénéficiaire avait été déclaré démissionnaire alors qu'il s'agissait d'un départ à la retraite.

Détail par plan des options en vie aux 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009 :

Plan / Date d'attribution	31/12/2010			31/12/2009		
	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros	En nombre d'options	Durées de vie restantes en années	Prix d'exercice moyen en euros
2003	0	0	0,00	35 277	0,04	10,78
2004	166 285	0,18	15,29	354 732	1,18	15,29
2005	494 650	1,18	19,81	534 708	2,18	19,81
2006	70 758	2,14	20,55	70 758	3,15	20,55
2007	653 879	3,14	22,58	669 148	4,15	22,58
2008	645 570	4,13	21,25	666 547	5,13	21,25
2009	101 270	5,15	11,15	101270	6,15	11,15
2010	76 039	6,92	20,20			
Total	2 208 451		20,35	2 432 440		19,84

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	Plans						
	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
- Prix du support à la date d'octroi	19,93 €	9,99 €	20,46 €	22,86 €	20,70 €	19,70 €	16,19 €
- Volatilité estimée	36,56 %	31,74 %	24,93 %	28,66 %	29,43 %	32,84 %	50,00 %
- Taux d'intérêt sans risques	1,69 %	2,31 %	3,37 %	4,02 %	3,11 %	2,96 %	3,61 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	7,0
- Taux de turnover estimé	0 %	0 %	2 %	5 %	0 %	5 %	2 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	1,08 %	2,41 %	2,56 %	2,0 %	1,9 %	-	-
- Juste valeur des options	5,82 €	2,00 €	3,77 €	5,76 €	5,11 €	6,21 €	9,23 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg)

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

La valorisation des plans de stock-options attribués de 2002 à 2004 a été faite à la date de transition aux IFRS sur la base d'une volatilité historique ayant comme point de départ la date d'introduction en bourse et avec des hypothèses d'exercice d'options se situant en fin de durée de vie.

Pour la valorisation des plans 2005 à 2010, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans 2005 à 2010 que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

En 2010, ce poste comprend une reprise nette de 5,4 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés, dont 0,6 million d'euros de reprise de provision pour perte à terminaison. Ce poste comprenait en 2009 une dépréciation exceptionnelle de certains actifs corporels et incorporels pour un montant de -22,8 millions d'euros, dont une dotation aux provisions pour perte à terminaison de -2,2 millions d'euros.

Perte de valeur des écarts d'acquisitions

Au 31 décembre 2010, une perte de valeur des écarts d'acquisition a été constatée en Chine pour un montant de 0,5 million d'euros.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Plus-values sur cessions d'actifs financiers	0,0	0,1
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	0,3	6,5
Autres produits de gestion	2,0	4,3
Autres produits opérationnels	2,3	10,9
Moins-values sur cessions d'actifs financiers	-1,5	0,0
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-5,7	-5,9
Autres charges de gestion	-7,6	-5,0
Autres charges opérationnelles	-14,8	-10,9
Total	-12,5	0,0

En 2010, les autres produits de gestion d'un montant de 2,0 millions comprennent l'écart d'acquisition négatif lié à l'acquisition des actifs de Titan Outdoor UK Ltd au Royaume-Uni pour 1,2 million d'euros.

Les moins-values sur cessions d'actifs financiers d'un montant de -1,5 million d'euros sont liées à la réévaluation en conformité avec IFRS 3 révisée de la quote-part antérieurement détenue lors de la prise de contrôle de RTS Decaux JSC au Kazakhstan.

Les autres charges de gestion d'un montant de -7,6 millions d'euros comprennent principalement des frais de restructuration de personnel en Allemagne suite à l'acquisition de Wall AG à hauteur de -3,8 millions et des frais de restructuration liés à l'acquisition des actifs de Titan Outdoor UK Ltd au Royaume-Uni à hauteur de -1,6 million d'euros.

En 2009, les plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels d'un montant de 6,5 millions d'euros concernaient principalement la cession d'un immeuble au Royaume-Uni pour 6,1 millions d'euros.

Les autres produits de gestion d'un montant de 4,3 millions d'euros comprenaient principalement une indemnité de 3,7 millions d'euros reçue à titre de compensation pour l'arrêt d'un contrat en Norvège.

Par ailleurs, les autres charges de gestion intégraient un impact de -3,1 millions d'euros sur les comptes d'une filiale asiatique, victime d'une malversation détectée par le contrôle interne.

4.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Produits financiers	7,9	19,3
Charges financières	-24,2	-27,4
Intérêts financiers nets (1)	-16,3	-8,1
Dividendes	0,1	0,1
Différences nettes de change	3,0	-2,0
Impact IAS 39 Change	-0,2	4,7
Impact IAS 39 Taux	0,0	0,0
Variation de valeur des dérivés non qualifiés de couverture	1,0	-0,3
Impact du coût amorti	-0,6	-0,5
Impact IAS 39	0,2	3,9
Produits (charges) nets d'actualisation	-19,8	-13,9
Coût des garanties bancaires	-1,1	-1,1
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,2	-0,3
Reprises de provisions pour risques financiers	0,1	1,8
Dotations nettes aux provisions financières	-0,1	1,5
Résultat net de cession d'actifs financiers	0,0	0,1
Autres	-0,8	-0,1
Autres charges et produits financiers (2)	-18,5	-11,5
Résultat financier (3) = (1) + (2)	-34,8	-19,6
<i>Total produits financiers</i>	<i>11,9</i>	<i>24,1</i>
<i>Total charges financières</i>	<i>-46,7</i>	<i>-43,7</i>

En 2010, le résultat financier représente une charge nette de -34,8 millions d'euros, contre -19,6 millions d'euros en 2009, en baisse de 15,2 millions d'euros.

Cette diminution s'explique principalement par la hausse de 5,9 millions d'euros des charges d'actualisation et l'impact en 2009 d'un abandon de créance en faveur du Groupe pour 10,7 millions d'euros.

Hors abandon de créance de 2009, les intérêts financiers nets diminuent de 2,5 millions d'euros, principalement du fait de la baisse de l'endettement financier net moyen.

Une charge d'actualisation de -19,8 millions d'euros est comptabilisée en 2010, dont notamment -11,9 millions d'euros liés à la provision pour démontage et -7,8 millions d'euros liés aux charges d'actualisation de dettes sur engagements de rachat de minoritaires.

4.3. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Impôts courants	-81,7	-45,3
CVAE	-6,2	0,0
Autres	-75,5	-45,3
Impôts différés	2,9	7,3
Dont CVAE	0,6	-3,8
Autres	2,3	11,1
Total	-78,8	-38,0

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des écarts d'acquisition et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 32,2 % en 2010 contre 36,8 % en 2009. Hors effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 31,2 % en 2010 contre 35,6 % en 2009.

Nature des impôts différés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Immobilisations corporelles et incorporelles	5,7	5,6
Reportis déficitaires	-4,6	-2,5
Provision pour démontage	0,7	1,5
Autres	1,1	2,7
Total	2,9	7,3

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Résultat de l'ensemble consolidé	169,3	34,5
Charge d'impôt	-78,8	-38,0
Résultat avant impôt	248,1	72,5
Perte de valeur des écarts d'acquisition	0,5	0,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-3,9	30,7
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	2,9	1,7
Autres produits non imposables	-5,5	-7,6
Autres charges non déductibles	19,2	20,5
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	261,3	117,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe	28,55%	27,16%
Impôt théorique	-74,6	-32,0
Impôts différés sur déficits non reconnus	-4,1	-6,5
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	7,5	8,4
Autres impôts différés actifs non reconnus	0,0	-4,4
Divers ⁽¹⁾	-2,0	0,3
Impôt total calculé	-73,2	-34,2
CVAE nette	-5,6	-3,8
Impôt enregistré	-78,8	-38,0

(1) Dont -4,3 millions d'euros de crédits d'impôts en 2010.

4.4. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action

	2010	2009
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action	221 489 982	221 322 760
Nombre pondéré de stock-options	1 004 546	187 987
Nombre pondéré de stock-options qui auraient été émises au cours du marché	-786 684	-121 064
Nombre moyen pondéré d'actions pour le bénéfice net par action dilué	221 707 844	221 389 683

Au 31 décembre 2010, les plans de stock-options du 1er décembre 2010, du 15 février 2008, du 20 février 2007 et du 20 février 2006 ayant un effet anti-dilutif sont exclus du calcul.

4.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Stadtreklame Nürnberg GmbH	0,9	0,6
Wall AG ⁽¹⁾	-	-4,2
Werbeplakat Soravia GmbH	0,2	0,1
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	0,0	0,0
Metrobus	1,0	-7,0
Bus Focus Ltd ⁽²⁾	0,5	0,4
Poad	1,3	1,0
Affichage Holding	0,0	-23,0
BigBoard ⁽³⁾	-	1,4
CNDecaux Airport Media Co. Ltd ⁽⁴⁾	0,0	-
Total	3,9	-30,7

(1) Société consolidée par intégration globale à partir du 31 décembre 2009.

(2) Filiale de JCDecaux Cityscape Hong Kong Ltd.

(3) Société consolidée par intégration proportionnelle à partir du 1er novembre 2009.

(4) Société créée en 2007 et consolidée pour la première fois en 2010.

Le résultat des sociétés mises en équivalence de 3,9 millions d'euros en 2010 comprend :

- Sur la société Affichage Holding, une reprise de la totalité de la dépréciation exceptionnelle constatée en 2009, pour un montant de 12,8 millions d'euros, correspondant au montant de dépréciation de -10,8 millions d'euros enregistré en 2009 et à un effet de change de 2,0 millions d'euros ;
- Sur la société Metrobus, à hauteur de 2,2 millions d'euros une reprise partielle de la dépréciation exceptionnelle de -4,0 millions d'euros constatée en 2009.

Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation entraînerait une perte de valeur de -0,4 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence. Les résultats des tests de sensibilité montrent qu'une diminution de 50 points de base du taux de croissance normatif de la marge opérationnelle entraînerait une perte de valeur de -0,3 million d'euros sur la quote-part des résultats dans les sociétés mises en équivalence.

Les éléments de compte de résultat caractéristiques des sociétés mises en équivalence sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	2010		2009		
	% intégration	Résultat net	Chiffre d'affaires net	Résultat net	Chiffre d'affaires net
Allemagne					
Stadtreklame Nürnberg GmbH	35 %	2,4	10,8	1,8	9,6
Wall AG	49,6 % ⁽²⁾	-	-	-8,9	103,2
Autriche					
Werbeplakat Soravia GmbH	33 %	0,5	4,9	0,2	4,6
Chine					
Shanghai Zhongle Vehicle Painting Co. Ltd	40 %	0,0	0,6	0,0	0,9
France					
Metrobus	33 %	3,0	218,0	-21,3	175,5
Hong Kong					
Bus Focus Ltd	40 %	1,2	4,6	1,1	4,3
Poad	49 %	2,7	30,7	2,1	24,4
Suisse					
Affichage Holding	30 %	0,0	220,5	-76,7	225,2
Ukraine / Russie					
BigBoard ⁽³⁾	50 %	-	-	2,8	15,3
Macao					
CNDecaux Airport Media Co. Ltd ⁽⁴⁾	30 %	0,1	0,4	-	-

(1) Données à 100 % et retraitées aux normes IFRS.

(2) Pourcentage d'intégration de 40 % jusqu'au 30 septembre 2009 puis de 49,6 % jusqu'au 31 décembre 2009. A partir du 31 décembre 2009, consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

(3) Société consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 octobre 2009 puis par la méthode de l'intégration proportionnelle à partir du 1^{er} novembre 2009.

(4) Société créée en 2007 et consolidée pour la première fois en 2010.

4.6. Effectifs

Au 31 décembre 2010, les effectifs du Groupe atteignent 9 943 personnes contre 9 937 personnes au 31 décembre 2009.

La quote-part de l'effectif employé par les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle est de 787 personnes à fin 2010, comprises dans l'effectif total de 9 943 personnes.

La répartition des effectifs sur les exercices 2010 et 2009 est la suivante :

	2010	2009
Technique	5 785	5 836
Vente et Marketing	2 148	2 059
Informatique et Administration	1 408	1 472
Relations contractants	515	474
Recherche et développement	87	96
Total	9 943	9 937

5. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

5.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 482,6 millions d'euros en 2010 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 509,0 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 52,8 millions d'euros dont les effets favorables sont principalement liés à la baisse des stocks et à une gestion stricte des clients et fournisseurs sur l'exercice ;
- et le paiement des intérêts financiers nets et de l'impôt pour respectivement -16,3 millions d'euros et -62,9 millions d'euros.

5.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -159,4 millions d'euros en 2010 comprennent :

- des investissements incorporels et corporels nets des variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -158,5 millions d'euros ;
- des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes des variations des créances sur immobilisations incorporelles et corporelles pour 3,3 millions d'euros ;
- des acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières, nettes des cessions et des variations des dettes sur immobilisations financières, d'un montant total de -4,2 millions d'euros.

En 2009, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -239,3 millions d'euros dont -179,7 millions d'euros d'investissements d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des cessions et des variations des dettes sur immobilisations incorporelles et corporelles et -59,6 millions d'euros d'acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières nettes des cessions et des variations des dettes sur immobilisations financières.

5.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de -221,6 millions d'euros en 2010 sont constitués :

- des flux nets sur les emprunts pour un montant de -217,6 millions d'euros, principalement en France et en Allemagne ;
- du paiement des engagements d'achat de minoritaires en Allemagne et en Turquie pour -3,6 millions d'euros et de la prise de participation complémentaire dans Avenir Praha Spol Sro pour -0,6 million d'euros ;
- de dividendes versés par des sociétés du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -5,8 millions d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres pour 4,9 millions d'euros dont 3,5 millions d'euros du fait de la levée d'options de souscription d'actions chez JCDecaux SA ;
- des dividendes reçus des sociétés mises en équivalence pour 1,0 million d'euros et des dividendes reçus des sociétés non consolidées pour 0,1 million d'euros.

En 2009, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -128,3 millions d'euros, et concernaient principalement les flux nets sur les emprunts d'un montant de -131,7 millions d'euros.

5.4. Flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement

Les flux de trésorerie relatifs aux sociétés intégrées proportionnellement se décomposent de la façon suivante :

- Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles représentent 55,9 millions d'euros en 2010 contre 43,5 millions d'euros en 2009 ;
- Les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élèvent à -12,3 millions d'euros en 2010 contre -13,4 millions d'euros en 2009 ;
- Les flux de trésorerie nets issus du financement sont de -29,4 millions d'euros en 2010, ils étaient de -22,5 millions d'euros en 2009.

5.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des immobilisations corporelles et des dettes financières liées aux contrats de location financement est de 1,0 million d'euros en 2010 contre 1,3 million d'euros en 2009.

6. RISQUES FINANCIERS

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé aux risques financiers (notamment le risque de liquidité et financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change, et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Cependant, il peut être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

6.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (cash-flows d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments dérivés :

<i>En millions d'euros</i>	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels	01/01/2011 au 30/06/2011	01/07/2011 au 31/12/2011	01/01/2012 au 31/12/2013	1/1/14 au 31/12/2015	> 31/12/2015
Emprunts obligataires	272,3	291,0	4,8	4,8	189,7	91,7	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	224,7	229,4	202,9	6,7	16,7	1,3	1,8
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	10,1	10,9	2,4	1,0	6,9	0,6	0,0
Emprunts et dettes financières divers	28,1	29,1	13,8	8,4	2,2	2,1	2,6
Emprunts de location financement	6,6	6,6	1,2	1,1	2,2	2,1	0,0
Intérêts courus	2,7	2,7	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	22,1	22,2	22,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	566,6	591,9	250,0	22,0	217,7	97,8	4,4
Swaps d'émission sur emprunts obligataires	-19,1	-9,5	-1,7	-1,7	-4,5	-1,6	0,0
Couvertures de taux d'intérêt	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Couvertures de change	-0,5	-0,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dérivés	-19,8	-10,0	-2,2	-1,7	-4,5	-1,6	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche. C'est le cas notamment de l'emprunt bancaire de JCDecaux SA de 100 millions d'euros d'échéances mars 2014 et mars 2015 et de la ligne de crédit revolving confirmée de Somupi de 30 millions d'euros dont l'échéance est en décembre 2012 (par diminution de 15 millions d'euros par an jusqu'à l'échéance).

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés par JCDecaux SA à ses filiales directement et indirectement. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire (retenue à la source, etc.) ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;
- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissements et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités sous la forme de lignes de crédit confirmées ;

- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances annuelles ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

La dette à moyen et long terme du Groupe est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 16 mars 2010, et celle de Standard and Poor's du 13 octobre 2010), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable alors qu'elle était négative au 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2010, la dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) s'élève à 358,8 millions d'euros et représente 16,0 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère contre respectivement 670,0 millions d'euros soit 33,0% au 31 décembre 2009. Elle est détaillée au paragraphe 3.15 « Endettement financier net »

70 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 3,3 ans environ.

Au 31 décembre 2010, le Groupe dispose de 211,5 millions d'euros de trésorerie brute (détaillé au paragraphe 3.10 « Trésorerie et équivalents de trésorerie ») et de 850 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés. Le détail et le montant des ratios sont détaillés au paragraphe 3.15 « Endettement financier net ».

Risque de taux d'intérêt

De par son endettement, le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt, notamment en euro, yuan chinois, shekel israélien, yen japonais et dollar américain. Compte tenu de la forte corrélation qui existe entre le marché publicitaire et l'activité économique des pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, la politique du Groupe est de se financer pour l'essentiel à taux variable. Les couvertures sont principalement centralisées sur JCDecaux SA. La ventilation taux fixe/taux variable est détaillée au paragraphe 3.15 « Endettement financier net » et le détail des couvertures au paragraphe 3.17 « Instruments dérivés ».

Le tableau ci-après présente la répartition des actifs et passifs financiers par taux d'intérêt au 31 décembre 2010.

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes JCDecaux SA	-250,0	-142,3	0,0	-392,3
Autres dettes	-160,1	-12,1	0,0	-172,2
Passifs financiers (1)	-410,1	-154,4	0,0	-564,5
Actifs financiers (2)	29,5	0,0	0,0	29,5
Position nette avant gestion (3)=(1)+(2)	-380,6	-154,4	0,0	-535,0
Swaps d'émission sur USPP	0,0	142,3	0,0	142,3
Autres couvertures de taux	105,0	0,0	0,0	105,0
Hors bilan (4)	105,0	142,3	0,0	247,3
Position nette après gestion (5)=(3)+(4)	-275,6	-12,1	0,0	-287,7

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement. C'est le cas notamment de l'emprunt bancaire de JCDecaux SA de 100 millions d'euros et de la ligne de crédit revolving confirmée de Somupi de 30 millions d'euros.

En cas de variation des taux EURIBOR, le coût de dette brute de JCDecaux SA (après prise en compte des couvertures) serait impacté sur l'exercice 2010 de la façon suivante :

<i>Taux EURIBOR</i>	<i>Taux à 0</i>	<i>+100bp vs taux au 31/12/10</i>	<i>+200bp vs taux au 31/12/10</i>	<i>+300bp vs taux au 31/12/10</i>
Impact en points de base sur le coût de dette brute par rapport aux taux du 31/12/10	-82bp	+91bp	+174bp	+262bp

Au 31 décembre 2010, 4 % du total de la dette brute économique toutes devises confondues du Groupe est à taux fixe, 18 % est protégé contre une hausse des taux à court terme des devises concernées ; 2 % du total de la dette brute économique du Groupe libellée en euros⁽¹⁾ est à taux fixe et 22 % est protégé contre une hausse des taux EURIBOR.

⁽¹⁾ Dette libellée en euros après prise en compte des swaps de change et des swaps d'émission.

Risque de change

En 2010, le chiffre d'affaires réalisé dans des devises autres que l'euro représente 47,9 % du chiffre d'affaires du Groupe.

En dépit de sa présence dans 56 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Sur la base des données réelles annuelles 2010, l'exposition du Groupe à la livre sterling, au yuan chinois, au dollar américain et au dollar de Hong Kong est la suivante :

La part de chiffre d'affaires du Groupe libellée en livre sterling représente 11,7 % du chiffre d'affaires du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change de la livre sterling aurait un impact de -0,6 % et -0,4 % respectivement sur le chiffre d'affaires et sur la marge opérationnelle du Groupe.

La part de chiffre d'affaires du Groupe libellée en yuan chinois représente 9,2 % du chiffre d'affaires du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du yuan chinois aurait un impact de -0,5 % et -0,5 % respectivement sur le chiffre d'affaires et sur la marge opérationnelle du Groupe.

La part de chiffre d'affaires du Groupe libellée en dollar américain représente 7,8 % du chiffre d'affaires du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar américain aurait un impact de -0,4 % et -0,3 % respectivement sur le chiffre d'affaires et sur la marge opérationnelle du Groupe.

La part de chiffre d'affaires du Groupe libellée en dollar de Hong Kong représente 4,6 % du chiffre d'affaires du Groupe. Une variation de -5 % du taux de change du dollar de Hong Kong aurait un impact de -0,2 % et -0,1 % respectivement sur le chiffre d'affaires et sur la marge opérationnelle du Groupe.

En 2010, le Groupe détient essentiellement des couvertures de change sur des opérations financières :

- Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements et de sa trésorerie multidevises, pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe, il a mis en place des swaps de change à court terme. Le Groupe ne couvre pas les positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) pas disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant ;
- Sur la part de son endettement à long terme libellé en dollar américain⁽²⁾ non utilisée pour financer le développement en cours de son activité aux États-Unis, le Groupe a mis en place des swaps d'émission sur la totalité de la durée de vie de l'opération. Les couvertures sont détaillées au paragraphe 3.17 « Instruments dérivés».

Au 31 décembre 2010, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie excédentaire

Au 31 décembre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élève à 211,5 millions d'euros dont 151,4 millions d'euros de titres en équivalents de trésorerie et 9,5 millions d'euros placés en garanties.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital. La politique financière du Groupe vise à optimiser l'équilibre Dette nette/ Capitaux propres.

La dette nette se réfère à la dette financière nette décrite au paragraphe 3.15 « Endettement financier net » (hors engagements de rachats de minoritaires). Les capitaux propres représentent les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère indiqués à l'état de situation financière ajustés des éléments IAS 39 (couvertures de flux de trésorerie et investissements financiers disponibles à la vente).

Au 31 décembre 2010, le ratio dette nette sur marge opérationnelle s'élève à 0,7 et le ratio dette nette sur les capitaux propres s'élève à 16,0 %, contre respectivement 1,7 et 33,0 % au 31 décembre 2009.

⁽²⁾ Emprunt obligataire émis aux États-Unis en 2003

6.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation de produits dérivés de taux et de change

Le Groupe n'utilise des produits dérivés que dans le cadre de la gestion de ses risques de taux d'intérêt et de change et de manière centralisée.

Risque lié à la notation de crédit

Le Groupe est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable alors qu'elle était négative au 31 décembre 2009. Les principales sources de financements du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie des filiales auprès des banques et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et les opérations de couverture engagées). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en réduisant les excédents de trésorerie aux bornes du Groupe en centralisant au niveau de JCDecaux SA le cash disponible dans les filiales autant qu'il est possible, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la direction financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles le Groupe et ses filiales peuvent effectuer des dépôts.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires.

Risque sur titres

Pour rémunérer sa trésorerie excédentaire, le Groupe peut être amené à souscrire des titres de placement court terme. Les titres investis sont des titres monétaires (FCP et SICAV monétaires ; certificats de dépôts de banque ; titres d'État court terme, etc.). Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

7. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

7.1. Engagements sur titres et autres engagements

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	123,9	113,5
Autres garanties	18,7	7,3
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	25,0	24,4
Engagements sur titres	16,7	15,5
Total	184,3	160,7
Engagements reçus		
Avals, cautions et garanties	0,4	1,5
Engagements sur titres	17,1	16,2
Lignes de crédit	850,0	775,0
Total	867,5	792,7

(1) hors engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante.

Les garanties de marché correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA. Ainsi, JCDecaux SA garantit directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « autres garanties » comprend les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, location de véhicules de certaines de ses filiales, (ii) les contre-garanties accordées par JCDecaux SA auprès des banques dans le

cadre de lignes de garanties accordées à certaines de ses filiales, (iii) d'autres engagements tels que les clauses de retour à meilleure fortune sur abandon de créances.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement d'une hypothèque sur un bien immobilier en Allemagne, ainsi que de montants de trésorerie donnée en garantie.

Les avals, cautions et garanties reçus sont constitués principalement de garanties de passif.

Les engagements sur titres sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Au 31 décembre 2010, les engagements donnés sur titres comprennent, au bénéfice de différents partenaires du Groupe, les droits suivants :

- Concernant le groupe BigBoard, un droit d'achat (call) exerçable durant les deux périodes suivantes : du 1er octobre 2011 au 30 septembre 2012 ou du 1er décembre 2011 au 30 novembre 2012. L'option portera sur la participation de 50 % du Groupe dans le groupe BigBoard. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 15,6 millions d'euros au 31 décembre 2010. Ce montant est soumis aux incertitudes sur l'évolution des marchés en Russie et en Ukraine ainsi que des devises de ces deux pays.
- Concernant la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un droit de vente (put) exerçable à partir du 1er janvier 2012 par le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 1,1 million d'euros.
- Concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) d'un partenaire du Groupe portant sur une part sociale du capital de Nextbike GmbH.

Au 31 décembre 2010, les engagements reçus sur titres comprennent, en faveur du Groupe, les droits suivants :

- Concernant le groupe Metrobus, un droit de vente (put), valable du 1er avril 2014 au 30 septembre 2014. L'option porte sur la participation de 33 % du Groupe JCDecaux dans le groupe Metrobus. Celle-ci ne sera exerçable qu'en cas de renouvellement du contrat de la RATP en faveur de Metrobus. Son prix d'exercice sera déterminé par des banques d'affaires.
- Concernant le groupe BigBoard, un droit d'achat (call) exerçable durant les deux périodes suivantes : du 1er avril 2011 au 30 septembre 2011 ou du 1er juin 2011 au 30 novembre 2011. L'option portera sur la participation de 50 % du partenaire dans le groupe BigBoard. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 15,6 millions d'euros au 31 décembre 2010. Ce montant est soumis aux incertitudes sur l'évolution des marchés en Russie et en Ukraine ainsi que des devises de ces deux pays.
- Concernant la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un droit d'achat (call) exerçable à partir du 1er janvier 2014 par Europlakat International Werbe GmbH sur le partenaire du Groupe portant sur 8,13 % du capital de cette société. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de l'ordre de 1,1 million d'euros.
- Concernant le groupe Wall, un droit d'achat (call) exerçable par Wall AG sur un maximum de 24,8% du capital de Nextbike GmbH portant la participation du Groupe à 50 % plus une voix. Une formule de calcul contractuelle évaluerait cet engagement pour un montant de 0,4 million d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre de l'accord de coopération qui les lie, JCDecaux SA et Affichage Holding se sont accordées réciproquement des calls en cas de non respect de clauses contractuelles ou de cession de certains actifs et en cas de changement de contrôle.

Enfin, dans le cadre des partenariats signés, le Groupe bénéficie de droits de préemption, et peut prévoir des droits d'emption ou des droits de suite, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus.

Les lignes de crédit sont principalement constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 850,0 millions d'euros.

7.2. Engagements de loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, donnés dans le cadre de l'exploitation courante

Le Groupe a conclu, dans le cadre de son exploitation courante, principalement :

- des contrats avec les villes, les aéroports ou les compagnies de transport qui, en contrepartie d'un droit d'exploitation publicitaire et du chiffre d'affaires qui en résulte, peuvent donner lieu au paiement de redevances, dont une partie sous la forme de redevances fixes ou de minima garantis,
- des baux pour des emplacements de panneaux d'affichage sur le domaine privé,
- des contrats de location : de biens immobiliers, de véhicules, et de tout autre matériel (informatique, bureautique ou autre).

Ces engagements donnés dans le cadre de l'exploitation courante se décomposent comme suit (montants non actualisés) :

<i>En millions d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 et ≤ 5 ans	> 5 ans ⁽¹⁾	Total
Mobilier Urbain et Transport : redevances fixes et minima garantis	461,5	1 570,3	1 428,0	3 459,8
Affichage grand format : baux pour les emplacements de panneaux	90,8	161,0	30,8	282,6
Location simple	30,7	71,5	28,3	130,5
Total	583,0	1 802,8	1 487,1	3 872,9

(1) Jusqu'en 2035.

7.3. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à respectivement 260,0 millions d'euros et 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2010.

7.4. Engagements liés aux avantages au personnel

En application de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » et selon l'option retenue par le Groupe d'appliquer la méthode du « corridor », une partie des écarts actuariels et du coût des services passés n'est pas comptabilisée en provisions et est détaillée au paragraphe 3.14 « Provisions ».

8. INFORMATION SECTORIELLE

L'information transmise aux membres du Directoire repose sur le secteur d'activité. C'est ce secteur qui est retenu dans le cadre de l'application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

8.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé. Elle comprend également l'affichage lumineux type néons.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	1 147,0	777,6	425,4	2 350,0
Marge opérationnelle	375,9	115,4	64,1	555,4
Résultat d'exploitation (= résultat sectoriel)	173,8	83,3	21,9	279,0
Investissements corporels et incorporels nets ⁽¹⁾	117,4	22,4	15,4	155,2

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2009 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires net	934,3	589,6	394,9	1 918,8
Marge opérationnelle	298,4	55,6	38,0	392,0
Résultat d'exploitation (= résultat sectoriel)	93,5	16,6	12,7	122,8
Investissements corporels et incorporels nets ⁽¹⁾	157,4	17,8	4,5	179,7

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes sur immobilisations.

8.2. Autres informations

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2010 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net	598,2	271,9	787,6	187,8	420,6	83,9	2 350,0
Investissements corporels et incorporels nets ⁽¹⁾	35,9	16,5	60,0	2,3	26,3	14,2	155,2

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes et créances sur immobilisations.

(2) Hors France et Royaume-Uni.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2009 :

<i>En millions d'euros</i>	France	Royaume- Uni	Europe ⁽²⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires net	563,7	183,8	650,9	146,2	300,9	73,3	1 918,8
Investissements corporels et incorporels nets ⁽¹⁾	111,3	-9,2	45,3	2,9	16,0	13,4	179,7

(1) Incluant les cessions d'immobilisations et les variations des dettes sur immobilisations.

(2) Hors France et Royaume-Uni.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les cinq catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les sociétés intégrées proportionnellement,
- les transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding,
- les transactions réalisées entre une société intégrée globalement et ses minoritaires influents,
- la part non éliminée des transactions réalisées avec les sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe,
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

Les prêts accordés aux parties liées s'élèvent à 16,6 millions d'euros au 31 décembre 2010, dont principalement un prêt de 6,3 millions d'euros accordé à la société MC Decaux Inc. (Japon), un prêt de 3,9 millions d'euros à la société Proreklam-Europlakat Doo (Slovénie), un prêt de 3,7 millions d'euros accordé à la société Metrobus (France) et un prêt de 1,7 million d'euros accordé à CBS Outdoor JCDecaux Street Furniture Canada, Ltd.

Les créances détenues par le Groupe sur les parties liées s'élèvent à 8,8 millions d'euros au 31 décembre 2010, dont principalement 1,2 million d'euros de créance envers Beijing Press JCDecaux Media Advertising Co. Ltd (Chine) et 1,0 million d'euros de créance envers la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les emprunts souscrits auprès des parties liées et les dettes sur engagement de rachat de minoritaires auprès des parties liées s'élèvent à 95,9 millions d'euros au 31 décembre 2010, dont principalement un engagement d'achat auprès de la société Progress de 59,7 millions d'euros, un engagement d'achat auprès de la société Média Régies de 14,0 millions d'euros ainsi qu'un engagement d'achat auprès de la famille Wall de 12,8 millions d'euros et un emprunt de 2,4 millions d'euros auprès de Média Régies concernant le cofinancement de Somupi.

Les dettes envers les parties liées s'élèvent à 10,6 millions d'euros au 31 décembre 2010, dont les montants les plus significatifs correspondent à une dette de 3,2 millions d'euros envers la société Affichage Holding et à une dette de 1,7 million d'euros envers la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les produits d'exploitation réalisés avec les parties liées s'élèvent à 12,4 millions d'euros en 2010, dont principalement 4,4 millions d'euros de produits d'exploitation avec la société Shanghai Shentong JCDecaux Metro Advertising Co. Ltd (Chine).

Les charges d'exploitation avec les parties liées représentent 23,6 millions d'euros en 2010, dont 12,2 millions d'euros de charges de locations, avec les sociétés SCI Troisjean , JCDecaux Holding et Decaux Frères Real Estate.

En 2010, les charges financières représentent un montant de 8,2 millions d'euros dont 6,3 millions d'euros correspondant aux charges d'actualisation de l'engagement de rachat de minoritaires sur la société Gewista Werbe GmbH.

Les produits financiers représentent un montant de 0,3 million d'euros en 2010.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2010 et 2009 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2010	2009
Avantages à court terme	8,0	3,5
Rémunération exceptionnelle et indemnité de départ à la retraite ⁽¹⁾	1,2	-
Avantages en nature	0,1	0,1
Jetons de présence	0,1	0,1
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,2	0,2
Païements en actions	1,3	0,6
Total	10,9	4,5

(1) *A la cessation de son mandat au 31 décembre 2010 pour cause de départ à la retraite, un membre du Directoire a perçu une indemnité de fin de mandat au titre d'indemnités de départ à la retraite et au titre de la constatation des performances qu'il a réalisées dans le Groupe depuis 2000.*

Par ailleurs, le versement d'une indemnité de rupture pouvant représenter une à deux années de rémunération est prévu pour un membre du Directoire. Celle-ci sera versée en cas de rupture de son contrat de travail à l'initiative du Groupe.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 0,4 million d'euros au 31 décembre 2010 contre 0,7 million d'euros au 31 décembre 2009.

Le montant des jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2010 s'élève à 0,1 million d'euros.

10. INFORMATION SUR LES SOCIÉTÉS EN INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Le Groupe détient plusieurs participations qui relèvent de l'intégration proportionnelle.

La part du Groupe dans les actifs, passifs et résultat des coentreprises, qui est incluse dans les états financiers consolidés, est la suivante aux 31 décembre 2010 et 2009 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2010	31/12/2009 Retraité
Actifs non courants	50,5	38,2
Actifs courants	115,1	100,0
Total Actif	165,6	138,2
Passifs non courants	27,4	39,6
Passifs courants	91,1	77,4
Total Passif hors situation nette	118,5	117,0
Situation nette	47,1	21,2
dont résultat net	36,2	22,0
<i>dont produits</i>	238,8	176,7
<i>dont charges</i>	202,6	154,7

L'augmentation de la situation nette de 25,9 millions d'euros s'explique par :

- un résultat 2010 positif de 36,2 millions des sociétés intégrés proportionnellement ;
- diminué des distributions de dividendes à hauteur de -19,0 millions d'euros ;
- des effets de change positifs de 6,3 millions d'euros, principalement en Ukraine et en Asie ;
- un impact positif de 1,7 million d'euros des variations de périmètre, principalement lié au changement de méthode de consolidation de RTS Decaux JSC au Kazakhstan ;
- d'autres variations de réserves pour 0,7 million d'euros.

11. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

11.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2010, JCDecaux SA est détenue à 70,41 % par la société JCDecaux Holding.

11.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
ACTIVITE MOBILIER URBAIN				
JCDECAUX SA	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MOBILIER URBAIN	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT	France	100,00	Glob.	100,00
SEMUP	France	100,00	Glob.	100,00
DPE - DECAUX PUBLICITE EXTERIEURE	France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI	France	66,00	Glob.	66,00
JCDECAUX ASIE HOLDING	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX EUROPE HOLDING	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AMERIQUES HOLDING	France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY	France	100,00	Glob.	100,00
ACM GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX STADTMOBLIERUNG GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DEUTSCHLAND GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH	Allemagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH	Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
ILG AUSSENWERBUNG GmbH (2)	Allemagne	50,00	Glob.	50,00
WALL AG (3)	Allemagne	90,09	Glob.	90,09
GEORG ZACHARIAS GmbH (3)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
VVR WALL GmbH (1) & (3)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH (3)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00
WALL MOBILIARE GmbH (3)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH (3)	Allemagne	90,09	Glob.	100,00
IMMOBILIENGESELLSCHAFT ORANIENBURGER TOR GmbH (2)	Allemagne	89,18	Glob.	100,00
STAUDENRAUS AUSSENWERBUNG GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UK Ltd (1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ARGENTINA SA (4)	Argentine	99,82	Glob.	99,82
JCDECAUX STREET FURNITURE Pty Ltd	Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA Pty Ltd	Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd	Australie	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd	Australie	100,00	Glob.	100,00
AQMI GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG	Autriche	33,50	Prop.	50,00
WERBEPLAKAT SORAVIA GmbH	Autriche	22,11	Equiv.	33,00
JCD BAHRAIN HOLDING SPC (5)	Bahreïn	99,98	Glob.	100,00
JCDECAUX BELGIUM PUBLICITE SA	Belgique	100,00	Glob.	100,00
ACM SA	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX DO BRASIL SA	Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SALVADOR SA	Brésil	100,00	Glob.	100,00
WALL SOFIA EOOD (3)	Bulgarie	90,09	Glob.	100,00
CBS OUTDOOR JCDECAUX STREET FURNITURE CANADA Ltd.	Canada	50,00	Prop.	50,00
JCD P&D OUTDOOR ADVERTISING Co. Ltd	Chine	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT KIOSK (SHANGHAI) DEVELOPMENT Co. Ltd	Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING GEHUA JCD ADVERTISING Co. Ltd	Chine	50,00	Prop.	50,00
BEIJING PRESS JCDECAUX MEDIA ADVERTISING Co. Ltd	Chine	50,00	Prop.	50,00
IPDECAUX Inc.	Corée	50,00	Prop.	50,00
AFA JCDECAUX A/S	Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX MIDDLE EAST FZ-LLC (5)	Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	99,98
JCDECAUX STREET FURNITURE (5)	Emirats Arabes Unis	99,98	Glob.	100,00
EL MOBILIARIO URBANO SLU	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ATLANTIS SA	Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDECAUX EESTI OU	Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, Inc.	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SAN FRANCISCO, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MALLSCAPE, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHICAGO, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW YORK, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
CBS DECAUX STREET FURNITURE, LLC	Etats-Unis	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NORTH AMERICA, Inc.	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
WALL DECAUX HOLDINGS, Inc. (6)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX BOSTON, Inc. (6)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX FINLAND Oy (1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CITYSCAPE HONG KONG LTD (anciennement JCDECAUX TEXON INTERNATIONAL LTD) (7)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
INTELLECT WORLD INVESTMENTS LTD	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ADVERTISING INDIA PVT LTD (1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
AFA JCDECAUX ISLAND ehf	Islande	50,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ISRAEL Ltd (8)	Israël	92,00	Glob.	92,00

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
MCDECAUX Inc. (9)	Japon	60,00	Prop.	60,00
CYCLOCITY Inc.	Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC (10)	Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDECAUX LATVIJA SIA	Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LIETUVA UAB	Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX LUXEMBOURG SA	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX GROUP SERVICES SARL	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MACAO (1)	Macao	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX UZ (11)	Ouzbékistan	70,10	Glob.	70,10
JCDECAUX NEDERLAND BV	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
VERKOOP KANTOOR MEDIA (V.K.M.) BV	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PORTUGAL - MOBILIARO URBANO Lda	Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda	Portugal	100,00	Glob.	100,00
Q. MEDIA DECAUX WLL (1) & (5)	Qatar	49,99	Prop.	49,00
JCDECAUX MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX – BIGBOARD AS	Rép. Tchèque	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX SINGAPORE Pte Ltd	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd (1)	Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SLOVAKIA Sro	Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SVERIGE AB (1)	Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB	Suède	48,50	Prop.	48,50
JCDECAUX THAÏLAND Co., Ltd (1)	Thaïlande	95,15	Glob.	95,15
ERA REKLAM AS (3)	Turquie	89,76	Glob.	100,00
WALL SEHIR DIZAYNI LS (3)	Turquie	89,72	Glob.	99,58
JCDECAUX URUGUAY (12)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
ACTIVITE TRANSPORT				
JCDECAUX AIRPORT FRANCE	France	100,00	Glob.	100,00
METROBUS	France	33,00	Equiv.	33,00
MEDIA FRANKFURT GmbH	Allemagne	39,00	Prop.	39,00
JCDECAUX AIRPORT MEDIA GmbH	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
TRANS – MARKETING GmbH (3)	Allemagne	70,60	Glob.	78,36
JCDECAUX AIRPORT UK Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ALGERIE Sarl (5)	Algérie	79,98	Glob.	80,00
JCDECAUX AIRPORT ALGER (5)	Algérie	79,98	Glob.	100,00
JCDECAUX ATA SAUDI LLC. (13)	Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT BELGIUM	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHILE SA (1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCD MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd	Chine	35,00	Prop.	35,00
JCDECAUX ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd	Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI TOP RESULT METRO ADVERTISING Co. Ltd (14)	Chine	90,00	Glob.	90,00
BEIJING TOP RESULT METRO ADV. Co. Ltd (9)	Chine	90,00	Prop.	38,00
JCDECAUX ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd	Chine	100,00	Glob.	100,00
SHANGHAI METRO-ADS ADVERTISING Co. Ltd (14)	Chine	90,00	Prop.	90,00
SHANGHAI DONGHU MPI ADV. Co. (14)	Chine	70,00	Glob.	70,00
NANJING MPI METRO ADVERTISING Co. Ltd	Chine	70,00	Glob.	70,00
GUANGZHOU YONG TONG METRO ADV. Ltd	Chine	32,50	Prop.	32,50
NANJING MPI TRANSPORTATION ADVERTISING	Chine	50,00	Glob.	87,60
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd	Chine	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADV. Co. Ltd	Chine	50,00	Glob.	50,00
SHANGHAI ZHONGLE VEHICLE PAINTING Co. Ltd	Chine	40,00	Equiv.	40,00
JINAN CHONGGUAN SHUNHUA PUBLIC TRANSPORT ADV. Co. Ltd	Chine	30,00	Prop.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDECAUX METRO ADVERTISING Co. Ltd	Chine	65,00	Prop.	51,00
JCDECAUX XINCHAO ADV. (XIAMEN) LIMITED Co	Chine	80,00	Glob.	80,00
NANJING METRO JCDECAUX ADVERTISING Co., Ltd (13)	Chine	98,00	Glob.	98,00
JCDECAUX-DICON FZCO (5)	Emirats Arabes Unis	74,99	Glob.	75,00
JCDECAUX ADVERTISING AND MEDIA (5)	Emirats Arabes Unis	79,98	Glob.	49,00
JCDECAUX AIRPORT ESPANA SA	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX-PUBLIMEDIA UTE (15)	Espagne	70,00	Glob.	70,00
JCDECAUX & CEVASA SA	Espagne	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX ESPANA SL Y PUBLIMEDIA SISTEMAS PUBLICITARIOS - METRO DE BARCELONA (15)	Espagne	70,00	Glob.	70,00
JCDECAUX TRANSPORT, SLU (13)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT, Inc.	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX TRANSPORT INTERNATIONAL, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC	Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT SAN DIEGO, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT DALLAS, LLC	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PEARL & DEAN Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX OUTDOOR ADVERTISING HK Ltd (1)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX INNOVATE Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CHINA HOLDING Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
DIGITAL VISION (MEI TI BO LE GROUP)	Hong Kong	100,00	Glob.	100,00
IGPDECAUX Spa (1)	Italie	32,35	Prop.	32,35
AEROPORTI DI ROMA ADVERTISING Spa	Italie	24,10	Prop.	32,35
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd (13)	Macao	30,00	Equiv.	30,00
JCDECAUX NORGE AS (1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT POLSKA Sp zoo	Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AIRPORT PORTUGAL SA	Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS	Rép. Tchèque	47,79	Glob.	71,33
JCDECAUX ASIA SINGAPORE Pte Ltd	Singapour	100,00	Glob.	100,00
XPOMERA AB	Suède	79,00	Glob.	79,00
ACTIVITE AFFICHAGE				
AVENIR	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX ARTVERTISING	France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MEDIA SERVICES Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
MARGINHELP Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX UNITED Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT mbH (1)	Autriche	67,00	Glob.	67,00
EUROPLAKAT INTERNATIONAL WERBE GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH	Autriche	34,17	Glob.	51,00
ISPA WERBEGES.mbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP UNI SERVICE PLAKAT GmbH	Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDECAUX INVEST HOLDING GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SUB INVEST HOLDING GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
AUSSENW./TSCHECH.-SLOW.BETEILIGUNGS GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
PSG POSTER SERVICE GmbH	Autriche	32,83	Prop.	49,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH	Autriche	25,13	Prop.	50,00
KULTURPLAKAT	Autriche	46,90	Glob.	70,00
JCDECAUX BILLBOARD	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JC DECAUX ARTVERTISING BELGIUM	Belgique	100,00	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA	Belgique	100,00	Glob.	100,00
HDE INVESTISSEMENT	Belgique	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS	Chypre	50,00	Prop.	50,00
CEE MEDIA HOLDING	Chypre	50,00	Prop.	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES	Chypre	50,00	Prop.	50,00
FEGPORT INVESTMENTS	Chypre	50,00	Prop.	50,00
EUROPLAKAT-PROREKLAM Doo	Croatie	34,17	Glob.	51,00
METROPOLIS MEDIA Doo (CROATIA)	Croatie	34,17	Glob.	100,00
FULLTIME Doo	Croatie	34,17	Glob.	100,00
JCDECAUX ESPANA SLU (1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX PUBLICIDAD LUMINOSA SL	Espagne	100,00	Glob.	100,00
POAD	Hong Kong	49,00	Equiv.	49,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd (16)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd	Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd	Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX IRELAND Ltd	Irlande	100,00	Glob.	100,00
N.B.S.H. PROREKLAM-EUROPLAKAT PRISHTINA	Kosovo	20,67	Prop.	41,13
JCDECAUX MEDIA Sdn Bhd	Malaisie	100,00	Glob.	100,00
EUROPOSTER BV	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
MAG INTERNATIONAL BV	Pays-Bas	67,00	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	Pays-Bas	50,00	Prop.	50,00
JCDECAUX NEONLIGHT Sp zoo	Pologne	60,00	Glob.	60,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA	Portugal	94,86	Glob.	94,86
PLACA Lda	Portugal	100,00	Glob.	100,00
CENTEKO - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	Portugal	70,00	Glob.	70,00
AUTEDOR - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	Portugal	51,00	Glob.	51,00
GREEN - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	Portugal	54,02	Glob.	55,00
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda	Portugal	71,14	Glob.	75,00
JCDECAUX NEONLIGHT (PORTUGAL)	Portugal	67,04	Glob.	67,04
AVENIR PRAHA Spol Sro (17)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro	Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
WALL GUS	Russie	50,00	Prop.	50,00
BIG – MEDIA Ltd.	Russie	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD Co., Ltd.	Russie	50,00	Prop.	50,00
X – FORMAT PLUS, Ltd.	Russie	50,00	Prop.	50,00
PETROVIK KRASNODAR	Russie	50,00	Prop.	50,00

SOCIETES	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle
ISPA BRATISLAVA Spol Sro	Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT INTERWEB Spol Sro	Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
INREKLAM PROGRESS Doo	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PROREKLAM-EUROPLAKAT Doo	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
PLAKATIRANJE Doo	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
SVETLOBNE VITRINE	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
MADISON Doo	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
INTERFLASH Doo LJUBLJANA	Slovénie	27,56	Prop.	41,13
AFFICHAGE HOLDING	Suisse	30,00	Equiv.	30,00
BIGBOARD GROUP	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KIEV	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KHARKHOV	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD DONETSK	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD KRIVOY ROG	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD SIMFEROPOL	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD NIKOLAEV	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
AUTO CAPITAL	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
MEDIA CITY	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BIGBOARD LVIV	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER GROUP	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER KIEV	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
POSTER ODESSA	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
REKSVIT UKRAINE	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
ALTER – V	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
UKRAYINSKA REKLAMA (2)	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
BOMOND	Ukraine	25,00	Prop.	50,00
GARMONIYA	Ukraine	25,00	Prop.	50,00
BIG MEDIA	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
UKRAINSKY MEDIA MONITOR	Ukraine	50,00	Prop.	50,00
MEDIA CITY	Ukraine	50,00	Prop.	50,00

(1) Sociétés qui sont réparties sur chacune des 3 activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.

(2) Sociétés cédées en 2010.

(3) Rachat en 2010 de 0,91 % d'intérêts de participations ne donnant pas le contrôle dans le capital de Wall AG ; impact sur le pourcentage d'intérêts de Wall AG et des sociétés filiales en Allemagne, en Bulgarie et en Turquie. Par ailleurs, exercice du put de 10 % sur la société Era Reklam As désormais détenue à 100 % et augmentation du capital dans Trans-marketing GmbH.

(4) Réduction du capital de JCDecaux Argentina S.A. La détention groupe passe de 99,93 % à 99,82 %.

(5) Cession au partenaire en 2010 de 2 titres JCDecaux Middle East FZ-LLC détenus par JCDecaux Asie Holding; impact sur le pourcentage d'intérêts dans les sociétés filiales JCDecaux Bahrain Holding SPC, JCDecaux Street Furniture, JCDecaux-Dicon FZCO, JCDecaux Algérie Sarl, JCDecaux Airport Alger, Q. media Decaux WLL et JCDecaux Advertising and Media.

(6) Wall Decaux Holdings, Inc. a été absorbée par JCDecaux Boston, Inc.

(7) Y compris Bus Focus Ltd, société mise en équivalence.

(8) En 2010, une augmentation de capital a été réalisée au profit de tiers. JCDecaux Israël Ltd est désormais détenue à 92 % contre 100 % antérieurement.

(9) Les sociétés MCDcaux Inc. (Japon) et Beijing Top Result Metro Adv. Co. Ltd (Chine) sont consolidées par intégration proportionnelle du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe des pouvoirs de Direction.

(10) La prise de contrôle du Groupe dans RTS Decaux JSC en 2010 a eu pour conséquence la consolidation par intégration globale de cette entité sans changement du pourcentage d'intérêt.

(11) La réduction du capital et l'augmentation de capital au profit de tiers de JCDecaux UZ ont entraîné une variation de la détention groupe de 71,35 % à 70,10 %.

(12) Cette société est un établissement de JCDecaux Mobilier Urbain.

(13) Sociétés consolidées pour la première fois en 2010.

(14) Sociétés liquidées en 2010.

(15) JCDecaux-Publimedia UTE a été liquidée en 2010 et remplacée par JCDecaux Espana SL y Publimedia Sistemas Publicitarios-Metro de Barcelona. Cette entité est un établissement de JCDecaux España SLU.

(16) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.

(17) Rachat des 10 % d'intérêts de participations ne donnant pas le contrôle dans le capital d'Avenir Praha Spol Sro, désormais détenue à 100 %.

Note : Glob. = intégration globale Prop. = intégration proportionnelle Equiv. = mise en équivalence

12. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 14 janvier 2011, le Groupe a pris le contrôle de la société IP Decaux Inc. en Corée du Sud en acquérant 50 % de cette société désormais détenue à 100 %, pour un montant de 13,4 milliards de wons coréens, soit un montant de l'ordre de 9 millions d'euros.